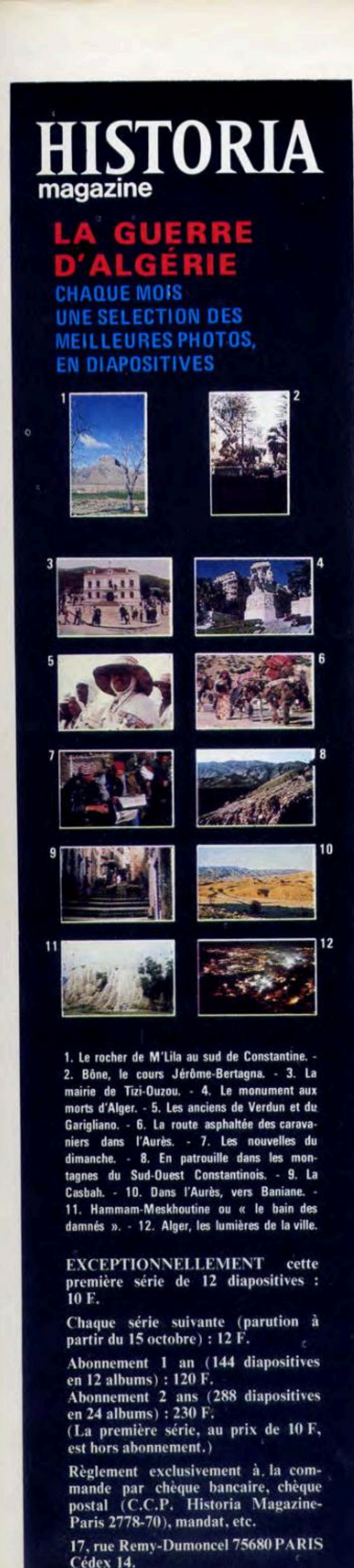
HISTORIA
magazine
47
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 241 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LES DERNIERS JOURS DE LA IV[e] RÉPUBLIQUE



Couverture : Photo Darchy



POUR REMPLACER GAILLARD : DE GAULLE

Jean FONTUGNE

« LE plus grand danger pour l'armée d'Algérie ne rôde pas dans les djebels ni dans les bidonvilles, mais autour des bancs de l'Assemblée nationale et des tables de conférences. Le plus grand danger est à Paris. C'est à Paris, non ailleurs, que l'Algérie peut être perdue. »

Les conclusions que Thierry Maulnier tirait de son enquête, en 1957, en Afrique du Nord semblaient bien près d'être vérifiées à la fin du mois de mars 1958.

Harcelé sans répit par une Assemblée plus divisée que jamais, Félix Gaillard, absorbé par la recherche d'une solution aux difficiles problèmes financiers de la France, a placé, pour un temps, l'Algérie au second plan de ses préoccupations. Et cela avec d'autant plus de sérénité que la situation militaire s'est nettement améliorée. De plus, il espère que la mission de « bons offices » envoyée par les Nations unies proposera un règlement au différend franco-tunisien.

A Paris, cependant, devant l'affaiblissement de l'autorité, les représentants des diverses formations politiques, de la droite à la gauche, considèrent Félix Gaillard comme un président du Conseil en sursis.

Déjà, les divers congrès des partis qui se sont tenus au cours de la seconde quinzaine de mars 1958 ont abordé discrètement le problème d'un éventuel changement de régime. Nombreux sont ceux qui maintenant proposent de faire appel au général de Gaulle. C'est, en particulier, l'opinion du conseil national des républicains sociaux, qui adopte, le 23 mars, une motion de politique générale se terminant par un appel à l'ancien chef du gouvernement provisoire.

Trois élections partielles (Nièvre, Paris, Nord) confirment dans le même temps la remontée de la popularité du général de Gaulle.

Sur le plan international, on peut noter l'arrivée au pouvoir pour de longues années de Nikita Khrouchtchev. Tout en demeurant premier secrétaire du parti, il remplace le maréchal Boulganine à la tête du gouvernement. Ses initiatives ne tarderont pas à donner un nouveau visage à la diplomatie de l'Union soviétique.

J. F.

Historia Magazine Guerre d'Algérie reprend avec le n° 241 (47) sa parution hebdomadaire.

SOMMAIRE N° 241 :



Paris-Match/Le Tellier

◀ Félix Gaillard, au nom bien robuste pour un régime aussi débile. Après cinq semaines de crise, il devient président du Conseil : 337 voix contre 173.

PAS DE MIRACLE POUR FÉLIX GAILLARD : LA "IVe" AGONISE

Marguerite Sy

Dans cette salle du Conseil des ministres à l'Élysée, Félix Gaillard, qui prend la barre à 37 ans, ouvrira deux lourds et inquiétants dossiers : les finances de la France et l'Algérie.

Le 5 novembre 1957, après trente-cinq jours de crise, le miracle s'est enfin produit. Le cabinet présenté par Félix Gaillard a reçu l'investiture de l'Assemblée nationale à une confortable majorité. Comment expliquer ce résultat inattendu ? Certainement pas par la déclaration d'investiture, vague, terne et prudente à souhait ! L'âge, l'appartenance radicale — cet extraordinaire label républicain — la qualité de résistant, l'inspection des Finances ont constitué des éléments nettement plus favorables. En fait, deux facteurs ont joué un rôle déterminant : la lassitude des parlementaires eux-mêmes — les meilleurs jeux n'ont qu'un temps — et l'irritation goguenarde de l'opinion accompagnée des premiers symptômes d'une renaissance de l'antiparlementarisme...

Pourtant, le nouveau ministère, fondé sur la « concentration », aurait de quoi séduire. Sur les ruines du Front républicain, né des élections de 1956, on assiste à la renaissance de la « troisième force » avec le triptyque socialistes - M.R.P. - indépendants. Quatre portefeuilles ont été attribués aux premiers, trois au second et trois également aux derniers. Pineau, Lacoste, Max Lejeune voisinent ainsi avec Pflimlin, Ribert ou Garin. Les autres maroquins ont été équitablement distribués. On retrouve Bourgès à l'Inté- ▶

P. Pflimlin, le nouvel argentier, ne trouve pas 10 000 A.F. en caisse !


Keystone

rieur, Chaban-Delmas à la Défense, Billères à l'Education nationale et Edouard Bonnefous, un U.D.S.R., aux Travaux publics.

En fait, personne ne nourrit la moindre illusion sur la valeur de la combinaison. Le ministère Gaillard n'est, à tout prendre, qu'un replâtrage et les paris sont déjà ouverts sur sa durée. On sait simplement que, par décence, il ne sera pas possible d'ouvrir une crise dans l'immédiat. C'est un sursis de quelques mois. Car, à moins d'être magicien, comment réussir à faire cohabiter « la droite la plus bête du monde », suivant l'aimable formule de Guy Mollet, avec ces S.F.I.O. qui ont réussi le triste exploit de « vider toutes les caisses » ?

Il est de fait que, compte tenu des « énormes problèmes devant lesquels la France se trouve confrontée » (*sic*), comme dira bientôt quelqu'un, les chances de survie de l'équipe Gaillard paraissent plutôt minces. Ce sont d'ailleurs toujours les mêmes problèmes : la révision constitutionnelle, l'Afrique du Nord et l'économie, encore que les problèmes financiers aient pris le pas, depuis quelques mois, sur l'affaire algérienne.

Après un mois de crise, la situation financière est plus sombre que jamais. En moins d'un an, les prix ont augmenté de près de 10 %. Le déficit, ou plutôt « l'impasse », représente près de 800 milliards, soit près de 20 % du budget. Nul n'en connaît exactement l'étendue. Une seule chose paraît cependant certaine. A son entrée en fonctions, le nouveau grand argentier, Pierre Pflimlin, ne trouve même pas 10 000 francs en caisse !... Quant aux paiements extérieurs, c'est la catastrophe. En moins de deux ans, il ne reste plus rien des 1 645 millions de dollars péniblement accumulés. Comme on le souligne alors, « la France n'a plus le choix qu'entre un accroissement de ses emprunts extérieurs ou la réduction draconienne de ses importations, génératrice de récession économique ».

Parant au plus pressé, le gouvernement commence par se faire accorder une avance de 200 milliards de la Banque de France, tout en obtenant l'ajournement, à trois mois du remboursement, d'une première avance de 50 milliards. Au total, les prêts de la Banque à l'Etat atteignent, pour la seule année 1957, la somme respectable de 550 milliards. Un plan d'économies draconien est, en même temps, mis sur pied. Il porte sur près de 100 milliards au détriment des crédits d'investissement. La suppression de nombreuses subventions est en même temps décidée sur le pain, le sucre, le chocolat et la confiture. On en attend 30 milliards.

Mais ces économies ne dispensent pas d'un nouvel effort fiscal, qui porte, lui aussi, sur une centaine de milliards. Pour le rendre moins douloureux, il concerne d'abord les prélèvements sur les bénéfices ou les réserves des sociétés, ainsi qu'une majoration de la T.V.A. sur les produits de luxe et une augmentation de la taxe sur les prestations de service. Toutefois, le gouvernement ne peut renoncer à une majoration de 10 % des droits sur les passeports, les cartes grises, les permis de chasse... L'ensemble de ces mesures doit permettre de réduire l'impasse à 600 milliards. Du moins l'espère-t-on, après les augmentations substantielles que le gouvernement va être obligé d'accorder aux fonctionnaires et aux agents des services publics !

Non aux « bons offices »

Reste l'Algérie ! Sur ce plan, le président du Conseil obtient sans trop de mal le renouvellement des pouvoirs spéciaux, le 12 novembre. La séance n'est marquée que par un accrochage entre Teitgen et Lacoste au sujet d'un article retentissant de *l'Aurore* concernant Djamila Bouhired. Un débat nettement plus intéressant débute le 26, au sujet du fameux projet de loi-cadre, qui revient sur le tapis après avoir été repoussé en septembre, provoquant alors la chute du ministère Bourgès-Maunoury.

On peut se demander, d'ailleurs, s'il s'agit du même projet tant le texte initial a été amendé, complété, en un mot édulcoré, vidé de l'essentiel de sa substance. Les juristes ont fait preuve de remar-

Dans la presse d'Algérie, le reflet des heures sombres que traverse la France. Le gouvernement fait voter la loi-cadre, mais déjà, à Alger, Lacoste est un homme seul, qui se fera conspuer au défilé du 11 novembre. Nos alliés livrent des armes à la Tunisie. Le Pacte atlantique est signé. En France, le terrorisme gagne.

Collection P. Laffont

La Dépêche de Constantine et de l'Est algérien — Nouvelle demande de prêt de l'ordre de 250 milliards à la Banque

La Dépêche — M. Barakrok échappe à un attentat — La militante communiste Raymonde Peschard tuée dans les rangs rebelles

La Dépêche — Grandioses parades militaires aux fêtes du 11 Novembre — La conférence parlementaire de l'OTAN prépare la session des chefs de Gouvernement

La Dépêche — Les Etats-Unis et l'Angleterre décident de livrer des armes à la Tunisie — Débat financier engagé à l'Assemblée nationale

La Dépêche — La conférence atlantique a pris fin sur une éclatante manifestation d'unité — 70 rebelles abattus par nos forces dans les Nemencha



◀ Le gouvernement. *Au premier rang, de gauche à droite :* Billères (Éducation), Chaban-Delmas (Défense), Pineau (Affaires étrangères), Félix Gaillard, le président Coty, Lecourt (Justice), Bourgès-Maunoury (Intérieur), Pflimlin (Finances) et Bonnefous (Travaux publics). *Debout :* Boscary-Monsservin (Agriculture), Quinson (Anciens Combattants), Houphouët - Boigny (Santé), Jacquet (Outre-mer), Garet (Travail), Ribeyre (Production), Lacoste (Algérie), Bacon (Reconstruction), Max Lejeune (Sahara).



Keystone

◀ Jacques Chaban-Delmas sera ministre de la Défense nationale et, à ce titre, en prise directe avec l'armée d'Algérie. Il commence par créer à Alger son antenne, animée par Léon Delbecque, le commandant Pouget et Guy Ribaud. Le 13 Mai se prépare. Jacques Chaban-Delmas en est un des artisans, pour les gaullistes.



Keystone



Keystone

▲

◀ Shake-hand et sourires à Matignon. Les ministres des Affaires étrangères de France et des États-Unis, C. Pineau et J.F. Dulles encadrent Félix Gaillard. L'Amérique nous renflouera de 275 milliards. Mais dans le même temps, elle livre des armes à la Tunisie, en dépit des représentations françaises. *A gauche :* sénateur d'Indre-et-Loire, Michel Debré entre dans une très virulente opposition.

quables qualités d'imagination et ont abouti à un petit chef-d'œuvre de complexité. Pour tenir compte des suggestions de Jacques Soustelle, on n'a rien trouvé de mieux que de placer, à côté des assemblées territoriales, des assemblées consultatives représentatives des diverses communautés. De même, un conseil fédératif des communautés à pouvoir consultatif prendra place à côté du Conseil fédératif d'Alger. Au passage, celui-ci est encore amputé d'une partie de ses attributions, qui n'étaient déjà pas bien lourdes... Le but de ces corrections de taille est d'empêcher que les Européens ne soient submergés par la masse musulmane. Quant aux élections, elles auront lieu au collège unique, à la représentation proportionnelle, mais à un tour et les restes seront répartis à l'échelon du territoire ! Il est encore prévu que la consultation n'interviendra que trois mois après le « retour au calme » et que la mise en place des organes fédératifs exigera au moins deux ans.

Ce projet, nouvelle version, n'inquiète et, finalement, n'intéresse plus personne. Il est adopté sans difficulté, le 29 novembre, par 269 voix contre 200. Sûr du succès, le gouvernement en a d'ailleurs profité pour poser la question de confiance ! Cependant, si les débats ont pris, par moments, un tour violent et passionné, c'est uniquement en raison de l'offre de médiation du Maroc et de la Tunisie. A l'issue d'une rencontre à Rabat, le 22 novembre, le roi Mohammed V et Bourguiba ont offert « de mettre leurs bons offices à la disposition de la France et des responsables du F.L.N. Ils sont persuadés qu'ainsi il sera mis fin à l'effusion de sang et à ce combat qui menace la sécurité et la stabilité de l'Afrique du Nord et compromet la paix dans cette partie du monde ».

A l'annonce de ce communiqué, les réactions en France sont partagées, parfois embarrassées. On s'interroge. Le mot « indépendance » ne figure pas. Le F.L.N. aurait-il renoncé à son fameux préalable ? S'agit-il d'une invitation discrète à un cessez-le-feu ? Au gouvernement, les partisans du *non* catégorique — Lacoste, Max Lejeune — se dressent contre ceux qui souhaitent une réponse nuancée — Pflimlin, Gaillard. Finalement, c'est le *non* qui l'emporte, poli pour Mohammed V, plus sec pour Bourguiba, comme on se plaira à le souligner. Pineau reconnaît que le communiqué est « modéré dans la forme, inacceptable dans le fond ». « La Tunisie et le Maroc ne sont pas entrés dans le conflit » et la France ne peut « envisager de négociations qu'avec les représentants authentiques du peuple algérien, issus d'élections libres ».

Les pièges de la médiation

Au Parlement, Félix Gaillard en profite pour renouveler l'éternelle offre d'un cessez-le-feu : « Nous n'accepterons pas, quels que soient les termes et les périphrases, l'indépendance de l'Algérie. Nous n'accepterons pas de considérer le F.L.N. et les organisations combattantes comme des interlocuteurs qualifiés pour les discussions autres que celles qui porteraient sur un cessez-le-feu...

» Si, comme je le comprends, les liens de race, de religion, de voisinage, créent entre ces pays et l'Algérie des rapports plus étroits, ils donnent au Maroc et à la Tunisie une responsabilité particulière : celle de faire comprendre aux fellaghas que leur intérêt, leur devoir même, est de répondre aux propositions que la France renouvelle une fois de plus. »

Quant à Lacoste, il affirme : « Le F.L.N. a perdu la partie. Les combattants ▶



L'Echo d'Oran

A la suite des graves incidents de Sakhiet-Sidi-Youssef

A FRANCE INTERROMPT

S NÉGOCIATIONS AVEC TUNIS

Les U.S.A. ont lancé le « REDSTONE »

« La population s'éloigne progressivement de la rébellion et vient vers nous »

LES CONGES SCOLAIRES DE PAQUES ET DE LA PENTECOTE

MAUVAIS DÉPART

ut mettre la en demeure er sa position »

« Une conférence » au

malaise dans tous les domaines et priorité au problème algérien

ne peuvent plus rien. » Une fois de plus, il s'élève contre « les pièges de la médiation, qui pourraient conduire à la négociation ». En tout cas, à l'Assemblée, le quarteron de l'Algérie française, Soustelle, Bidault, Duchet et Morice, se félicitent du rejet d'une formule « tellement obscure » qu'elle en était « parfaitement claire » ! A cette occasion, une intervention de Mendès-France soulève une véritable démonstration de haine sur les bancs de l'extrême droite. Dans le vacarme des huées, des coups de sifflet, des claquements de pupitre, le leader radical ne peut se faire entendre et il faut suspendre la séance. Bidault se voit même obligé de dire : « Si Mendès-France n'a pas le droit de parler, personne n'aura le droit de lui répondre. »

Michel Debré fulmine...

Si l'offre des « bons offices » provoque une telle réaction passionnelle, c'est qu'elle succède à des livraisons d'armes que les Anglais et les Américains viennent d'effectuer en Tunisie, sans en avertir le gouvernement français. Il est vrai que Bourguiba s'était d'abord adressé à la France, mais Paris avait exigé des garanties et c'est par crainte de voir la Tunisie se tourner vers les pays de l'Est que Londres et Washington ont pris la décision de fournir des armes légères à Tunis. En tout cas, à Paris, l'émotion est intense et la délégation française à la conférence des parlementaires décide de se retirer. A cette occasion, Michel Debré fulmine : « La conviction est faite qu'il existe un vrai complot quant on voit sur quelle pente notre affreuse diplomatie s'est laissée glisser ces temps derniers. » L'incident n'ira finalement pas beaucoup plus loin. Mais il montre l'effacement de la politique extérieure française et le dédain avec lequel certains alliés atlantiques traitent les gouvernements de la IVe République.

◀ Bourguiba, qui baigne dans l'A.L.N., dont les camps sont puissants en Tunisie, souhaiterait mettre un terme au conflit algérien et pousse à négocier, suggère une fédération maghrébine liée à la France, dans laquelle entrerait le F.L.N., devenu gouvernement provisoire. En octobre 1957, il soumet son plan au C.C.E., qui n'y *adhère* pas. Il pense alors que le Maroc et la Tunisie seuls pourraient amener la France à des pourparlers. Le 20 novembre 1957, il est à Rabat, chez le roi Mohammed V, qui approuve la médiation.

Paris-Match

Cependant, dès le mois de décembre, malgré des scrutins favorables, le ministère Gaillard paraît déjà sérieusement menacé. Les mesures économiques, la « remise en ordre des prix », ébranlent la cohésion gouvernementale. Les socialistes s'insurgent contre l' « opération vérité », qui se traduit par la hausse des services publics et de certains produits alimentaires : viande de cheval, bière, boissons gazeuses, biscuits. Guy Mollet proteste tout particulièrement contre l'augmentaton du prix du pain, du sucre, du chocolat et de la confiture. *Le Populaire* proclame que « les ministres socialistes ne cautionneront pas une politique de hausse des prix dont les salariés et les vieux feraient les frais ». Quant aux modérés, ils renâclent devant les sacrifices imposés aux sociétés.

Finalement, une « table ronde » réunit, au début de janvier, tous les leaders de la majorité et l'on aboutit à une transaction. Félix Gaillard se montre satisfait et lance quelques paroles prophétiques : « Nous venons d'avoir, ces jours

Keystone



◀ Signe de la déliquescence du régime, la police parisienne se met en grève ! Importante manifestation dans Paris. Le pont de la Concorde est bloqué. Les agents de l'ordre se rendent à l'Assemblée nationale où ils invectivent des députés. Cette journée tumultueuse du 13 mars 1958 aura pour résultat immédiat la nomination d'un nouveau préfet de police, Maurice Papon.



Letellier/Paris-Match

◀ Pour l'opinion française, Bourguiba, jugé sur ses discours et sur l'asile qu'il donne au F.L.N., est le chef d'un État où passent des armes qui tuent de jeunes Français. Or la position du leader tunisien est plus complexe. Pour tenir, lui, son opinion, il se voit contraint d'attaquer la France, tout en lui demandant des armes pour contrebalancer la force de l'A.L.N.



En novembre 1957, ▶ quand Bourguiba se rend à Rabat, Mohammed V a invité quatre Algériens. Ils logeront chez son directeur de la Sécurité. Ce sont deux militaires, Krim et Boussouf, et deux civils, Ferhat Abbas et Lamine Debaghine. Le 10 décembre, l'offre de médiation n'est que mentionnée à l'O.N.U. La France n'est pas condamnée et rejette l'appel tuniso-marocain.

Courrière/Paris-Match

derniers, quelques soubresauts que la rumeur publique a amplifiés. En dix minutes, le conseil de cabinet s'est mis d'accord. C'est important au moment où la France va avoir l'honneur de recevoir, dans sa capitale, les chefs de gouvernement de l'O.T.A.N. Nous avons jusqu'à la fin de l'année prochaine pour faire notre rétablissement. Il est possible, si nous savons être patients. »

C'est dans ces conditions douteuses que le gouvernement entame l'année 1958, la treizième de la IV[e] République... Cependant, le succès de la mission française aux Etats-Unis, conduite par Jean Monnet, et qui a obtenu des prêts substantiels, constitue en principe un élément réconfortant. En réalité, il ne fait que rallumer la querelle économique. Le patronat, par la voix de Georges Villiers, entend répliquer aux attaques de Guy Mollet : « Tout s'est passé comme si, faute de pouvoir rallier une majorité aux thèses marxistes, on s'efforçait de les faire triompher sur les ruines de l'économie libérale, en sapant l'autorité du chef d'entreprise, en le dépouillant de sa responsabilité propre et en détruisant l'équilibre financier de sa gestion par une fiscalité et des charges insupportables. » Quant au Parlement, il mène une véritable guérilla contre les projets du gouvernement en revenant sur la décision, pourtant approuvée, de reporter à 1959 le paiement du pécule des prisonniers et la retraite des combattants. Le vote de la loi-cadre en seconde lecture donne encore l'occasion de reprendre les polémiques traditionnelles sur l'Afrique du Nord.

Au cours de ces différents débats, le gouvernement l'emporte.

Daniel Mayer persifle

Félix Gaillard espère alors bénéficier d'un « répit », pouvoir souffler, se consacrer à tête reposée aux grands problèmes : la réforme constitutionnelle, le redressement financier, la construction européenne. Espoir prématuré ! Le 8 février 1958 éclate le coup de tonnerre de Sakiet-Sidi-Youssef, qui rallume les passions et met à dure épreuve la cohésion du gouvernement. Les modérés ne cachent pas leur satisfaction. Pour *l'Aurore,* « ce sont les agressions caractérisées et multipliées qui ont fait à notre commandement l'obligation cruelle d'ordonner un raid de légitime défense ». Au centre, l'embarras domine. Edgar Faure n'hésite pas à dire : « La réaction qui est intervenue s'est exercée [...] dans les conditions les plus déplorables qu'on puisse imaginer. On reste confondu devant une telle concordance d'erreurs. » Enfin, à gauche, la condamnation est sans appel. Daniel Mayer s'écrie : « Crime ? Erreur ? Faute ? On a l'habitude d'opposer l'un à l'autre ces trois termes. On s'apercevra bientôt qu'il s'agit, cette fois, d'un cumul des trois. »

En tout cas, le gouvernement cache difficilement son embarras. Visiblement, il n'a pas été prévenu. La réaction du 8 février dépasse largement les instructions, qui prévoyaient des raids terrestres au-delà de la frontière. Invité par les socialistes à condamner le raid, Gaillard refuse. « L'armée ne l'admettrait pas », explique-t-il. Il ne propose que l'indemnisation des victimes. En fait, le chef du gouvernement est las de l'attitude tunisienne. Il a même prêté une oreille complaisante à l'idée d'une reconquête ▶

l'autorité chancelle : l'Assemblée assiégée par la police en grève

de l'ancien protectorat et il n'a reculé que devant la note à payer, près de 150 milliards.

En attendant, Félix Gaillard se trouve devant un pays déchiré, en proie à des réactions passionnelles et un cabinet qui n'est que le reflet des divisions du pays. Enfin, un affront diplomatique point à l'horizon. Bourguiba réagit avec violence, rappelle son ambassadeur et saisit le Conseil de sécurité pour « agression ». En même temps, il réclame l'évacuation des troupes françaises, qui, dans l'immédiat, se trouvent bloquées dans leurs cantonnements. Il faut bientôt ravitailler les petits postes par hélicoptères. Pour sortir de l'impasse, Paris se voit finalement contraint d'accepter une offre anglo-américaine de « bons offices ». Le gouvernement précise cependant qu'il ne s'agit ni d'une médiation ni d'un arbitrage et que la procédure doit se limiter à trois points : la situation des troupes françaises en Tunisie, le contrôle de la frontière avec l'Algérie et la reprise des relations entre Paris et Tunis.

Les policiers s'en mêlent

L'affaire de Sakiet marque le début de l'agonie du ministère, une agonie qui va durer deux mois. Au Parlement, c'est une petite guerre incessante qui finit par lasser le chef du gouvernement. « Le harcèlement des motions, des questions préalables, des interpellations, les querelles sur la fixation de l'ordre du jour paralysent l'action du gouvernement et nuisent à l'autorité dont il ne peut se passer... » En fait, le cabinet n'est plus qu'une façade. Les socialistes et les indépendants ne cessent de s'invectiver dans les congrès et dans la presse. Seule, l'effarante usure des institutions permet encore le maintien d'une coalition dont les éléments ne sont d'accord sur rien. Le « réflexe républicain » explique peut-être encore ce miracle. Les critiques socialistes relancent l'agitation sociale. Le 1ᵉʳ avril, tous les services publics se mettent en grève. Même les policiers s'en mêlent ! Le 13 mars, à l'invitation de leurs syndicats, décidés à réclamer une « prime de danger », ils ont organisé une manifestation « silencieuse et disciplinée » qui dégénère largement. Plusieurs centaines de manifestants, goguenards, ont assiégé l'Assemblée, sifflet à roulette aux lèvres, proférant de copieuses injures à l'adresse des députés...

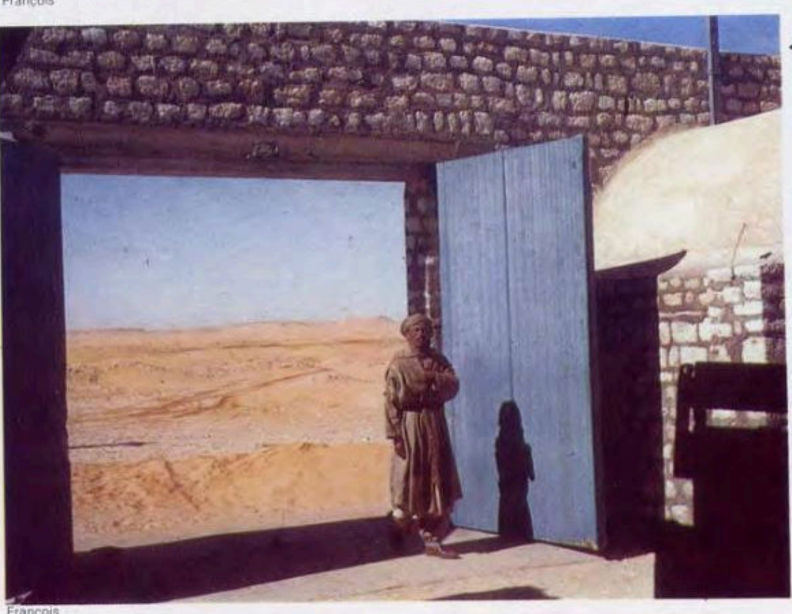
Vis-à-vis d'une opinion pourtant blasée, cette démonstration provoque un effet de stupeur. « Surprise inadmissible », « Crise d'autorité », « Propos scandaleux », titrent les journaux. D'un seul coup, on constate à quel point le régime — il ne s'agit même plus du gouvernement — est discrédité. Le remplacement du préfet de police fait l'effet d'une mesure dérisoire. Le pouvoir est vacant, il est à prendre... Les républicains sociaux ne s'y trompent pas, qui réclament, avec plus d'insistance que jamais, le retour du général de Gaulle pour « juguler la trahison intérieure » et mettre fin à une « politique d'abandon ». Soustelle déclare : « Il faut qu'un gouvernement de salut public prenne la tête des affaires. Il n'y a, dans l'immédiat, en France, qu'un seul homme qui puisse jouer à l'étranger de l'autorité nécessaire



François

◄ Sakiet et la violente réaction de Bourguiba déchirent le pays, l'Assemblée, et placent au premier plan l'évacuation des troupes françaises cantonnées en Tunisie et bloquées sur place.

Les *ghorfas*, style de maisons sahariennes conçues pour lutter contre la chaleur. Celles-ci sont utilisées par le bataillon d'Afrique, à Foum-Tataouine, dans le grand Sud tunisien.



François

◄ Petits postes du Sud tunisien, qu'on doit désormais ravitailler par hélicoptère, autant d'îlots formés par l'armée et qu'il va falloir sortir de cette humiliante situation !

Difficultés pour joindre les « isolés » dans les confins tunisiens, à l'heure où les troupes sont consignées dans leurs quartiers. Le général Gambiez circulera déguisé en Mauresque !... ▼



François


François

pour faire respecter les intérêts de la France, c'est le général de Gaulle ! » Bidault, Duchet, Morice, Debré font chorus.

Les indépendants sont alors décidés à provoquer la crise. La cohabitation avec les socialistes leur est devenue insupportable et ce n'est un mystère pour personne que Pinay ne porte pas Gaillard dans son cœur. Les résultats de la procédure des « bons offices » leur fournissent l'occasion. Force est, en effet, de reconnaître que la tentative anglo-américaine se solde par un échec devant l'intransigeance tunisienne. Si on a pu se mettre d'accord sur la question des aérodromes, Bourguiba refuse tout contrôle de la frontière algéro-tunisienne. Le gouvernement s'interroge : faut-il renoncer, retourner devant le Conseil de sécurité ? C'est alors qu'intervient, le 11 avril, une lettre d'Eisenhower. Après un conseil des ministres interminable, Paris décide de reprendre le dialogue avec Tunis...

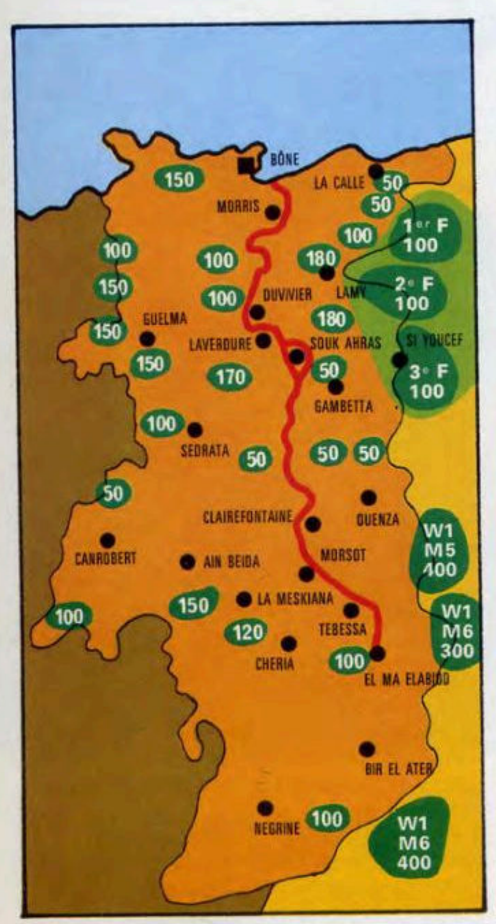
Mais, pour les modérés, le message du président des Etats-Unis, dont on ignore la teneur, fait l'effet d'un brûlot. Il ne peut être que dans la ligne de la déclaration de Dulles du 11 février : « Les Etats-Unis estiment que l'affaire algérienne est une question intérieure française, mais ils ne s'arrêteraient pas à des considérations juridiques si l'examen de ce problème au sein de l'organisation atlantique ou d'une autre organisation devait amener une amélioration de la situation. » Ainsi, c'est clair, c'est l'internationalisation, l'abandon à terme ! « Pour l'internationalisation, s'écrie Bidault, la voie est ouverte vers une médiation dite occidentale, ou peut-être universelle, qui portera sur les problèmes de la souveraineté française. Il s'agit, en vérité, de tout l'avenir de notre peuple, du pétrole, de notre indépendance économique. » Soustelle renchérit : « C'est la liquidation totale des positions françaises en Afrique du Nord que l'on prépare. C'est la politique des trusts pétroliers qui veulent nous évincer du Sahara. La France est allée jusqu'à l'ultime limite des concessions. Elle doit désormais dire *non* aux concessions et aux abandons. » Quant à Debré, il proclame son refus de « maintenir, même à titre personnel, un ministre dans un gouvernement qui prend à son compte la politique de Munich ».

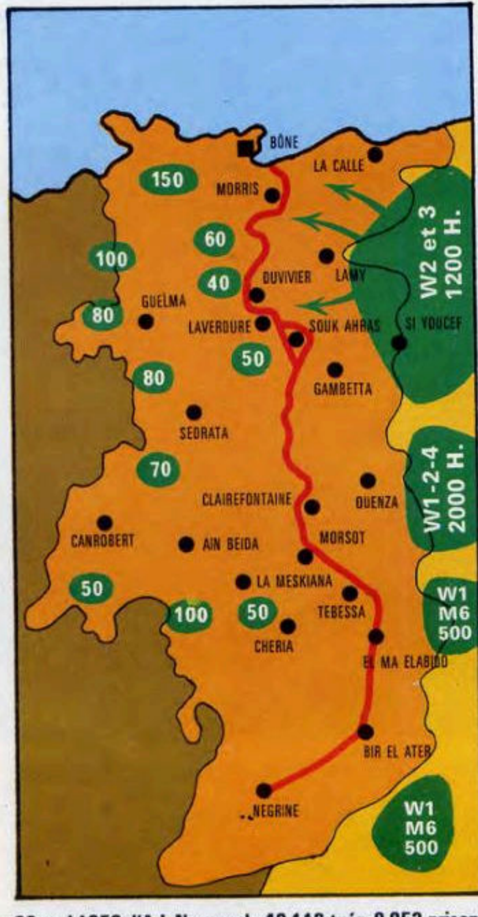
Dès lors, les jeux sont faits. Le 15 avril, devant l'Assemblée, Félix Gaillard a beau déclarer que « le gouvernement s'est librement déterminé en fonction de ce qu'il croit être l'intérêt national », à droite on ne l'écoute plus.

Pour Le Pen, « des deux dangers qui nous menacent, le soviétique et l'américain, c'est le second qui est le plus proche » ! Une fois de plus, c'est à Soustelle que revient l'honneur de porter l'estocade : « Si vous ne marquez pas un coup d'arrêt aujourd'hui, vous ne le ferez jamais et vous serez emporté par le torrent des abandons ! » C'est la fin. Battu par 321 voix contre 255, Félix Gaillard donne sa démission. Ainsi disparaît, sous les coups des communistes et des modérés, le dernier gouvernement de la IVe République, sans qu'ait été posée la question de confiance, en violation de la Constitution. H

Philippe MASSON

LES RETOMBÉES DE SAKIET : L'ARMÉE RONGE SON FREIN !





A l'ouest du barrage, les unités adverses s'amenuisent. Au 30 mai 1958, l'A.L.N. a perdu 48 112 tués, 9 052 prisonniers, 239 mitrailleuses, 66 mortiers et bazookas, 282 fusils mitrailleurs, 2 089 mitraillettes, 9 456 fusils de guerre, 14 613 fusils de chasse. L'armée française compte 4 205 tués et 12 686 blessés et disparus. Elle a perdu 39 mitrailleuses, 8 mortiers ou bazookas, 106 fusils mitrailleurs, 750 mitraillettes, 1 500 fusils.



« QU'ON ne nous empêche pas de gagner ! » — « Qu'on ne nous vole pas une fois de plus notre victoire ! » — « L'armée demande à n'être plus trahie ! » Tels sont, parmi bien d'autres du même ton, les propos recueillis, auprès de cadres de tout grade, par Thierry Maulnier au cours d'une enquête effectuée en Algérie au printemps de 1957 (*le Figaro*, 26 avril 1957). L'auteur y déclare : « Le plus grand danger pour l'armée d'Algérie ne rôde pas dans les djebels ni dans les bidonvilles, mais autour des bancs de l'Assemblée et des tables de conférence. Le plus grand danger est à Paris. C'est à Paris, non ailleurs, que l'Algérie peut être perdue ! »

C'est bien, en effet, la crainte qu'éprouve l'armée. Crainte qui grandit au fur et à mesure que les succès viennent lui apporter la consécration de ses efforts.

L'année 1957, en Algérie, a pu, à juste titre, être appelée « l'année du redressement ». L'armée a conscience qu'enfin elle « tient le bon bout », que rien désormais ne peut l'empêcher de rétablir l'ordre sur tout le territoire et de vaincre définitivement la rébellion, mais à condition qu'on lui en laisse la possibilité, c'est-à-dire à condition que l'effort consenti fin 1956, alors que tout allait mal, soit maintenu et même accru parce que, justement, tout va mieux.

Ce sentiment de crainte perçu par Thierry Maulnier en avril 1957, loin de s'estomper, prend de l'acuité dans les derniers mois de l'année lorsque le gouvernement annonce d'importantes réductions d'effectifs et certaines autres mesures d'économie ; il atteint son paroxysme au début de 1958, lorsque l'aide massive apportée par la Tunisie au F.L.N. se traduit, sur le terrain, par une valorisation de l'entraînement et de l'armement des unités de l'A.L.N. et par une recrudescence des combats, qui deviennent de plus en plus meurtriers.

Le 8 février 1958, c'est l'incident, simple incident de frontière mais qui, considérablement grossi et orchestré, deviendra l' « affaire de Sakiet ».

Des Sakiet, il y en a tout le long de la frontière, qui abritent quelque 10 000 combattants de l'A.L.N., protégés par l'inviolabilité du territoire tunisien. Cependant, à la base de Sakiet, il y a une sérieuse D.C.A. qui, n'ayant rien à défendre, et pour cause — l'armée française a toujours respecté la « neutralité » tunisienne et n'a jamais appliqué le « droit de poursuite » —, s'attaque à tout ce qui passe à sa portée en territoire

◄ **La riposte de l'armée, à Sakiet, déclenche la crise franco-tunisienne, mais aussi élargit le fossé entre les militaires et le gouvernement à qui on ne demande plus son avis pour bombarder et dont les dérobades sont prises comme autant d'affronts faits à ceux qui se battent.**

Marchadier

français et en particulier aux avions de reconnaissance qui guident nos troupes en opération ou recherchent des indices de franchissement du barrage. Une fois de plus, le 7 février, un avion de reconnaissance non armé est pris à partie et touché par le tir d'une mitrailleuse de D.C.A. installée sur le toit du poste de la garde tunisienne de Sakiet.

La mesure est comble, c'est la goutte d'eau qui fait déborder la coupe. Le commandement réagit en ordonnant le bombardement par avion des installations militaires de l'A.L.N. à Sakiet. Quelques jours auparavant, Robert Lacoste n'a-t-il pas déclaré, s'élevant contre l'aide de plus en plus massive que la Tunisie apporte au F.L.N. : « La France ne pourra plus tolérer que l'on attaque ses forces sans exercer le droit de poursuite. »

La Tunisie, en effet, est devenue la place d'armes de la rébellion. Non seulement les dirigeants du Front, repliés d'Alger, y ont été accueillis, mais toutes facilités leur ont été données pour la constitution, l'entraînement et l'équipement de renforts destinés à alimenter le combat de l'intérieur. Les ports tunisiens reçoivent les navires chargés d'armement destiné à l'A.L.N. : dans les trois derniers mois, ont ainsi été réceptionnés : 17 000 fusils de guerre, 380 mitrailleuses, 296 fusils mitrailleurs, 30 mortiers, 190 bazookas, 12 mitrailleuses lourdes et plus de 100 millions de cartouches.

Le barrage édifié le long des 770 kilomètres de frontière est, certes, efficace en ce sens qu'il prévient, qu'il retarde, mais il n'est pas encore suffisant, il n'arrête pas tout. 90 % des interceptions ne portent que sur environ 50 % des détachements rebelles ayant franchi l'obstacle, les autres échappent et parviennent à pénétrer profondément dans le pays.

La comédie tunisienne

Dans l'Est constantinois, les combats sont de plus en plus fréquents et meurtriers. Des convois d'armes arrivent jusque dans les wilayas de l'Algérois. Les succès incontestables de 1957, obtenus au prix de tant de combats et de foi dans l'œuvre de pacification, ne risquent-ils pas d'être annihilés si, à cause de la Tunisie, l'A.L.N. peut impunément continuer à recevoir armement et équipement, à instruire et entraîner toujours plus de recrues, à refaire ses unités éprouvées par les combats, enfin à se sentir non plus isolée, mais soutenue toujours davantage par l'étranger ? L'armée qui combat, qui verse son sang, peut difficilement l'admettre. Certes, il s'agit là d'une question politique, mais on s'explique mal dans l'armée qu'un pays comme la France, dont la jeunesse se bat pour défendre un territoire français, dont tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1954, à quelque majorité qu'ils appartinssent, n'ont cessé de proclamer qu'il était et resterait français, ne puisse faire entendre raison à un petit pays comme la Tunisie, hier encore partie intégrante de l'Empire. ▶

Tallandier

Collection P. Laffont


L'Écho d'Oran

VENU SPÉCIALEMENT D'ALGER PAR AVION

RIPOSTANT AUX TIRS RÉPÉTÉS DE D.C.A. CONTRE SES APPAREILS

L'aviation française bombarde les postes installés à Sakhiet Sidi Youssef

« Nos aviateurs n'ont pas fait autre chose que d'exercer un droit de légitime défense à l'égard d'éléments anti-aériens opérant à partir du territoire tunisien »

(M. CHABAN-DELMAS, ministre de la Défense nationale)

TUNIS ANNONCE 75 MORTS ET 84 BLESSÉS

La fin d'une équivoque

M. ROBERT LACOSTE A VISITÉ HIER LA GRANDE QUINZAINE COMMERCIALE D'ORAN

Au cours d'une promenade en ville, le ministre de l'Algérie a été chaleureusement acclamé

DÉÇUS PAR LE BLOC OCCIDENTAL

LES CHEFS DU FLN QUITTENT TUNIS POUR LE CAIRE

SUITE PAGE 2

Face aux postes-frontière français, il y a, sur le sol tunisien, 10 000 soldats de l'A.L.N. en armes. Quand l'affaire de Sakiet éclate, on ne compte plus les tirs de ces derniers sur nos troupes. Après l'embuscade de janvier, le droit d'y riposter est posé. ►



L'armée est astreinte à des tâches de plus en plus variées. Elles mobilisent, dans des fonctions civiles, 1 600 officiers et 3 000 hommes.



Il n'y a plus de douar, en Algérie, qui n'ait son militaire familier. L'armée est partout, dans les djebels, dans les écoles, sur les chantiers.



On demandera même à l'armée d'inculquer aux femmes musulmanes *(ici, dans l'Aurès)*, des principes de puériculture. Les chefs de S.A.S., assistés d'infirmières, partent ainsi en tournée dans leurs douars.

ceux qui combattent s'interrogent soudain...

Maurice Schumann n'avait-il pas proposé la constitution d'une force franco-tunisienne pour contrôler la frontière algéro-tunisienne ? C'eût été une solution acceptable, ménageant la susceptibilité du Combattant suprême. Or cette proposition fut écartée. Cependant, il y avait encore, à l'époque, des garnisons françaises en Tunisie, mais le gouvernement français accepta sans réagir qu'elles fussent bloquées par les Tunisiens dans leurs cantonnements, qui prirent alors l'allure de camps d'internement militaires !

L'armée ne comprend pas que rien ne soit fait ni même tenté pour mettre fin à la « comédie tunisienne ».

Le bombardement de Sakiet fut peut-être maladroit, en ce sens qu'il eût été plus efficace d'effectuer un raid de blindés pour détruire les installations militaires de l'A.L.N., et il eût ainsi été plus facile d'éviter toute perte civile, mais les protestations de la Tunisie et de l'étranger eussent été les mêmes. Il n'en reste pas moins que l'annonce des représailles françaises sur Sakiet fit éclore dans l'armée et la population d'Algérie un sentiment de soulagement et de satisfaction ; enfin on réagissait, enfin on ne se laisserait plus faire !

Soulagement et satisfaction durèrent peu. L'affaire de Sakiet, comme on l'appellera désormais, au lieu d'être l'incident qui aurait permis de faire éclater au grand jour l'état de belligérance de fait de la Tunisie aux côtés du F.L.N., est habilement orchestrée et exploitée par le leader tunisien, qui porte plainte devant le Conseil de sécurité de l'O.N.U., ce qui amène l'Amérique et l'Angleterre à proposer leurs « bons offices », que ne refuse pas le président du Conseil français.

Bourguiba triomphe. Les campagnes de presse contre l'armée redoublent de violence. Alors, l'armée, qui combat, se sent trahie.

Chacun commence à s'interroger. Pour tout cadre, tant soit peu averti, il est facile de dresser un bilan global de la situation. A l'intérieur, l'amélioration constante de la situation, obtenue en 1957, permet tous les espoirs. Sur tous les plans la rébellion est en perte de vitesse : O.P.A. démantelée dans toutes les grandes villes, et dans de nombreux secteurs du bled, bandes armées durement étrillées et rejetées dans la montagne, terrorisme en régression spectaculaire (1 400 incidents mensuels au lieu de 4 000 en janvier 1957), pacification progressant en tache d'huile dans des secteurs de plus en plus étendus où la vie reprend son cours normal.

L'armée a conscience que les méthodes de lutte contre la rébellion sont maintenant bien au point et qu'elle a la situation en main.

Mais il y a un revers à la médaille. Tout au long de l'année et en raison même de l'extension continue de la pacification, les missions confiées aux militaires n'ont cessé de croître. En effet, l'activité de l'armée est intense dans tous les domaines, les moyens sont employés au maximum, les zones contrôlées s'étendent tous les jours. Aux tâches proprement militaires s'en ajoutent de



Une vieille caisse au ▶ fond d'un gourbi. Il n'en faut pas davantage pour installer la S.A.S. dans les coins perdus. Souvent, c'est un vieillard, ancien combattant, qui sert d'interprète. On recense les populations des douars. Travail fastidieux, mais qui révèle aussi les passages au maquis...


La plupart du temps, les femmes des officiers partagent, elles aussi, les « mondanités » et les servitudes de la pacification.

Marguerite Sy


Tour de guet, à Taberdga dans l'Aurès. Le poste est installé, comme à Sakiet, dans un vieux bordj. Ici, une âpre solitude...

Marguerite Sy


Sur les hauts plateaux, une mission de contrôle. On regarde les papiers, on fouille les fardeaux charriés par de petits ânes. Des armes, il en circule peu en Algérie, en 1958. Les barrages ont stoppé le trafic.

Prayer

nouvelles qui seraient normalement du ressort du secteur civil si ce dernier n'était, hélas ! impuissant par manque de moyens. Ces missions s'appellent : administration, instruction publique, assistance médicale, travaux publics, formation professionnelle de la jeunesse, recensement des populations, contrôle de circulation, garde et gestion de camps d'internés administratifs, détachement de techniciens dans les services civils (recherche pétrolière et minière, travaux publics, police). Il serait pourtant normal que, dans les secteurs assainis, les moyens de l'armée pussent être relevés, au moins en partie, par des moyens civils. Or il n'en est rien, au contraire.

En janvier 1958, 1 600 officiers, plus de 1 000 sous-officiers parmi les meilleurs (et qui manquent cruellement pour l'encadrement des unités) et quelque 3 000 hommes de troupe sont entièrement détachés aux affaires civiles. Ces chiffres ne comprennent pas les effectifs, toujours plus importants, réclamés par le secteur civil pour la protection des installations pétrolières, des mines, des usines, des voies ferrées, des fermes. Effectifs qui peuvent être chiffrés à la valeur de deux divisions (27 000 hommes en 1958). De plus, 26 000 hommes sont employés à l'édification et à la garde des barrages des frontières (770 kilomètres à l'est, 700 à l'ouest), travaux gigantesques qu'une meilleure politique à l'égard de nos anciens protectorats de Tunisie et du Maroc aurait peut-être permis d'éviter.

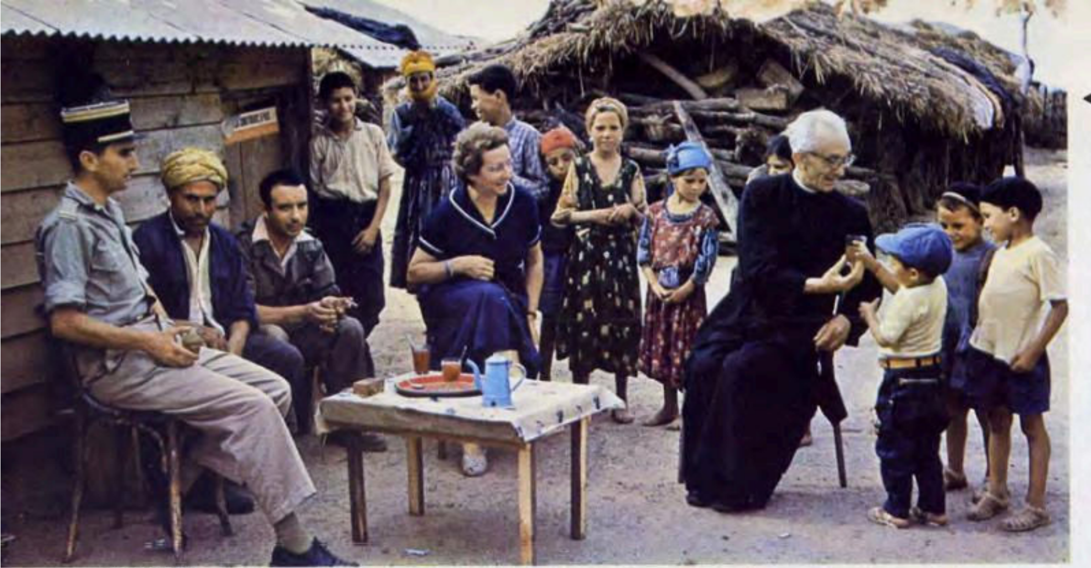
Le sentiment qui se fait jour dans l'armée est que, seule, elle est concernée par le conflit algérien, que, seule, elle fait la guerre, et encore la fait-elle avec toutes les restrictions que lui imposent une législation et une économie de paix, et non de guerre. Deux exemples : en juin 1957, au sixième mois de l'année, le budget militaire de l'Algérie n'était pas encore voté, l'ennemi tué ou fait prisonnier au combat n'est encore qu'un délinquant de droit commun !...

Economies sordides !

Dès que la situation s'améliore, les pouvoirs publics ne songent qu'à réduire l'effort au lieu de l'accroître jusqu'à la victoire : réduction de la durée du service militaire, ramené, en 1957, à 26 mois ; nouvelle réduction d'effectifs décidée en novembre — le corps d'armée de Constantine perd 11 000 combattants, celui d'Alger, 20 000. Des économies sordides sont prescrites, telles la réduction des allocations de carburants, ce qui entrave l'activité opérationnelle, la réduction massive de l'approvisionnement en rations conditionnées, ce qui impose de revenir à l'usage de la cuisine roulante de 1914, impossible à utiliser en montagne ! D'autres mesures vexatoires ont une incidence sur le moral de la troupe : suppression de la solde mensuelle pour les appelés au-delà de la durée légale de service, comme si ceux de 1958 étaient moins méritants que ceux de 1957 ; suppression de la prime de bivouac ; réduction à un jour par mois au lieu de quatre de la durée des permissions libérables ; suppression de la prime de qualification pour fait de guerre, comme si une blessure ou une citation avait moins de valeur en Algérie qu'en Indochine, ou en 1939-1945 !

Pour parer à l'insuffisance de l'administration, une loi avait bien été votée en juillet 1957, autorisant le gouvernement à affecter d'office fonctionnaires et agents des services publics en Algérie. Or, en février 1958, cette loi est encore lettre morte, aucun décret d'application n'ayant encore été signé.

Quant au secteur civil, lui non plus n'est pas dans la guerre. La population d'Algérie (surtout européenne) n'est pas engagée dans le conflit, alors qu'elle en est l'enjeu. Elle n'y participe que pour subir les coups du terrorisme ou, au contraire, pour profiter égoïstement de la situation. N'est-il pas choquant, pour des militaires qui reviennent du combat et s'apprêtent à y retourner, d'entendre des négociants se féliciter que leur chiffre


Marguerite Sy

◀ Dans une cité de regroupement, image toute provinciale. Entre deux gourbis, on a dressé la table de l'hospitalité, portant le café. Un gendarme, le S.A.S., sa femme et M. le curé sont les hôtes du chef du regroupement. Le prêtre a du succès auprès des tout-petits. En Algérie, il y avait même des « regroupés » heureux.

solitude d'une armée face à la subversion

d'affaires ait doublé en deux ans grâce aux achats de l'armée ? Les bénéfices de guerre ne sont pas imposés alors que les ressources budgétaires sont insuffisantes pour assurer l'effort nécessaire. N'est-il pas pénible pour ces militaires d'entendre fonctionnaires, universitaires, civils parler joyeusement des deux ou trois mois de vacances qu'ils s'apprêtent à aller passer en métropole alors que l'armée assurera pendant ce temps la protection de leurs situations et de leurs biens, au prix souvent du sang de garçons de France ?

C'est ainsi que pensent beaucoup de militaires... ils ne se sentent ni aidés, ni encouragés, ni soutenus. Il leur semble que les responsables n'ont pas le courage de regarder la situation en face et de faire la guerre avec la volonté de la gagner, mais peut-être plutôt d'y mettre fin par une quelconque négociation. Certains, qui ont participé à la « bataille d'Alger », se souviennent des découvertes faites dans les papiers de Yacef Saadi, lors de l'arrestation de ce dernier, correspondance prouvant qu'au plus fort de la bataille une Française, ethnologue connue (1), se rendit par deux fois, à l'insu du commandement, chez Yacef Saadi, dans son P.C. clandestin de la Casbah, et qu'elle facilita le voyage de Kamal, adjoint de Yacef, à Paris, puis à Tunis et son retour à Alger... S'agissait-il déjà d'une recherche de négociation ? Mais notre adversaire, lui, ne se laisse pas distraire de son but, il mène la guerre qu'il nous impose de façon totale, dans tous les domaines, sur tous les plans, intérieur et extérieur.

Sur le plan extérieur, en effet, il tente avec succès, par une diplomatie active et une propagande inlassable, de masquer les échecs subis sur le front intérieur. Il a le soutien de plus en plus actif du Maroc, de la Tunisie, de l'Egypte et des démocraties populaires. En métropole même ses appuis sont nombreux, venant non seulement du parti communiste, mais des milieux progressistes, chrétiens ou autres, et d'une partie de la presse.

En France, le F.L.N. est en pleine expansion. La fédération F.L.N. de métropole est, en effet, passée en un an de 10 000 à 90 000 adhérents, éliminant, au prix de crimes souvent impunis, les opposants du M.N.A. et même les simples récalcitrants au racket que pratiquent sur une grande échelle ses agents collecteurs de fonds.

Les nuages s'accumulent

Depuis fin 1957, le F.L.N. règne en maître sur l'ensemble des travailleurs algériens de France, de Belgique et d'Allemagne. Son trésor de guerre est amplement alimenté, la complicité d'un certain nombre de Français lui procure hébergement et filières de transfert de fonds vers la Suisse (réseau Jeanson, prêtres du Prado...).

Les campagnes déclenchées et entretenues par une certaine presse (*le Monde, la Croix, Témoignage chrétien,* sans parler des journaux d'extrême gauche), jettent le trouble dans l'esprit des Français et de l'étranger sur la légitimité de la lutte contre la rébellion, tandis que la simple lecture de ces mêmes journaux rend espoir aux dirigeants F.L.N. comme aux simples combattants des djebels.

A l'étranger, depuis le départ d'Alger des membres du C.C.E., installés d'abord à Tunis, puis finalement au Caire, l'audience internationale du F.L.N. s'est largement accrue, se traduisant par l'hésitation des pays neutres, ou même amis de la France, devant le problème algérien, tandis que les pays arabes mènent une action diplomatique de plus en plus active en faveur de la rébellion algérienne.

Dans le même temps, nous l'avons vu, cette action extérieure se concrétise par un appui matériel constamment accru, notamment en armement, et que facilite l'aide que la Tunisie apporte ouvertement au F.L.N.

Tel est le bilan que chacun pouvait faire en ce début de 1958.

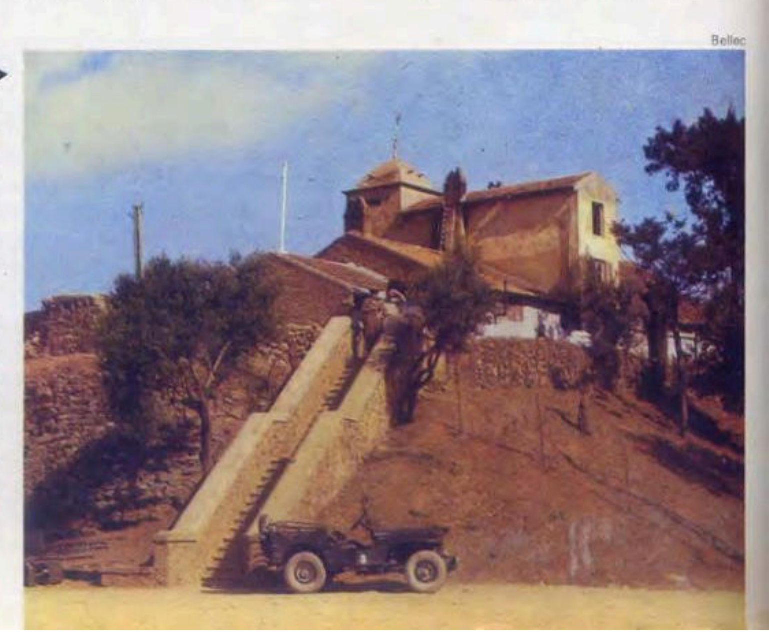
Le ciel est encore bleu en Algérie, mais des nuages, annonciateurs d'orage, s'accumulent à l'horizon. L'état d'esprit de l'armée, consciente de ses succès et de ses possibilités, est bien résumé, avant Sakiet, dans ce propos, cité au début de cet article : « Qu'on ne nous empêche pas de gagner ! » Après Sakiet, l'armée se sent trahie, elle perd confiance, non en elle-même, mais dans l'efficacité du régime. Dès lors, elle est prête à accueillir, quitte à le maîtriser, tout événement annonciateur d'un changement qui forcerait le destin.

Trois mois séparent l'affaire de Sakiet des événements du 13 Mai. **H**

Général J. ALLARD

(1) Germaine Tillion.

Bellec



L'armée, on la ▶ retrouvait attachée à la protection des fermes. Dans certaines, elle cantonnait. Dans la plupart, elle arrivait en cas d'agression. Les colons avaient leurs fusées d'alerte, leurs armes, leurs portes et fenêtres blindées. Leurs miradors, pour se réfugier, parfois, toute la nuit.


Carone/Paris-Match

DE GAULLE


Coll. Rosenberg

ROSENBERG


Tallandier

BOUMENDJEL

A LA RECHERCHE DE LA PAIX...

Mangeot/Paris-Match

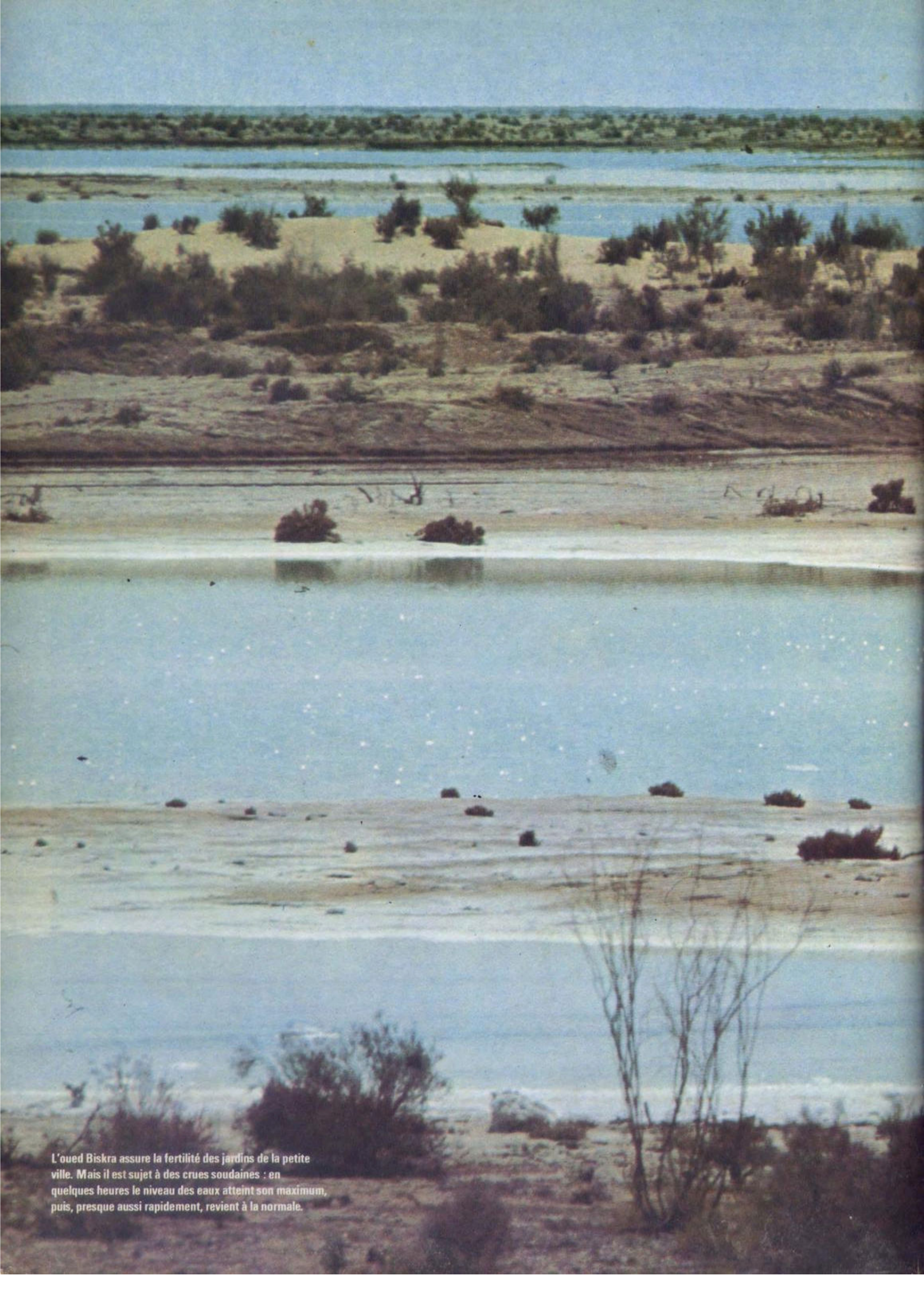
De Gaulle à Colombey, au temps de la « traversée du désert ». L'« Homme du 18-Juin » se faisait ermite. Il ne venait à Paris que le mercredi, pour prendre, pendant vingt-quatre heures, le pouls de la vie politique de Paris, dominée par l'affaire d'Algérie. C'est au 5, rue de Solferino, qu'il reçoit Artur Rosenberg, journaliste autrichien.

« QUELLES que soient les déclarations que pourra vous faire le général, il est entendu qu'elles ne peuvent être publiées qu'entre guillemets... » Gaston de Bonneval, le fidèle aide de camp, qui introduit le visiteur dans le vestibule du bureau où de Gaulle reçoit, un jour par semaine, rue de Solferino, a lancé cela sur le ton grave et pénétré qui lui est coutumier.

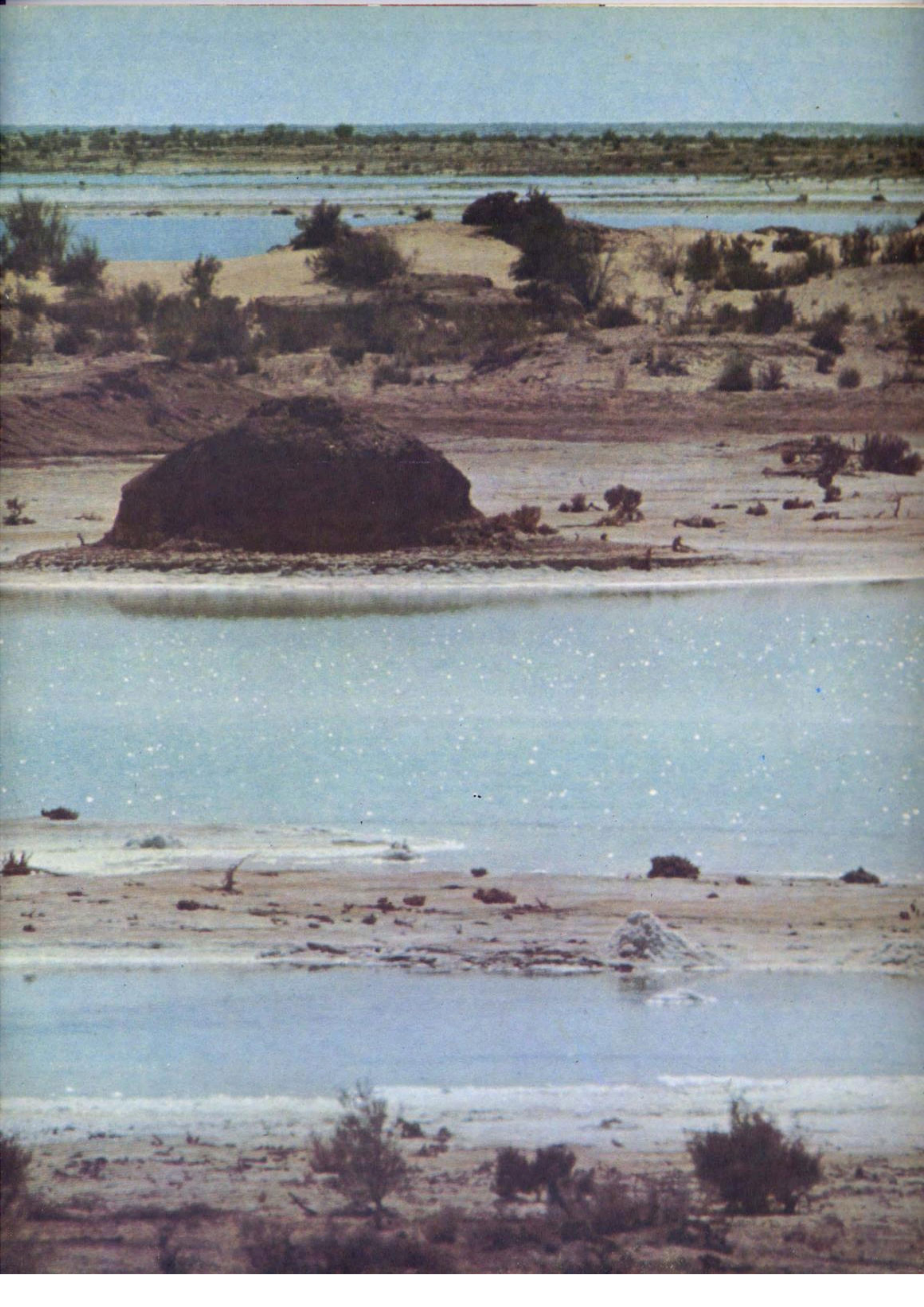
Le visiteur ne s'étonne pas de cet avertissement. Il a l'habitude. C'est Artur Rosenberg, l'envoyé spécial de journaux allemands et autrichiens dans la capitale française. Sans doute le journaliste le mieux introduit dans les milieux F.L.N. de Tunis et du Caire. Ce qui ne l'empêche pas de conserver la confiance d'importants responsables français.

Dans les sphères de la politique et de l'information tout le monde connaît la haute stature, le crâne déplumé, l'accent rauque de Rosenberg. D'origine autrichienne, il a quitté son pays au lendemain de l'Anschluss et, depuis trente ans, il est installé à Paris. Dès avant la guerre, il s'est lié d'amitié avec quelques personnalités arabes, tout en entretenant des rapports étroits avec les milieux d'affaires.

(Suite page 1400)



L'oued Biskra assure la fertilité des jardins de la petite ville. Mais il est sujet à des crues soudaines : en quelques heures le niveau des eaux atteint son maximum, puis, presque aussi rapidement, revient à la normale.



soudain "Boum" évoque l'"ermite de Colombey"

(Suite de la page 1397)

Cet amoureux de la France a, dès l'origine du conflit franco-algérien, pressenti ses lendemains. Et il en est sincèrement attristé. Il a pensé que, s'il lui était donné, quelque jour, de jouer les conciliateurs, il s'y emploierait de grand cœur. Et tout autant qu'à son métier, il s'applique à cette généreuse tâche.

Dès 1956, l'observateur autrichien a noué ses premiers contacts avec ceux qui vont devenir les leaders de la rébellion algérienne. Ferhat Abbas tout d'abord.

" Le seul homme... c'est de Gaulle... "

L'auteur du « Manifeste » ne lui a pas fait une bonne impression. Il a été déçu par sa nervosité, par son agitation continuelle. Ce comportement — le journaliste devait le comprendre bientôt — s'expliquait par les préoccupations d'alors du politicien. Déjà, il tentait de rompre les liens, cependant étroits, qui l'attachaient à cette France si longtemps courtisée. Déjà, il songeait à prendre ses distances, à aller s'installer à Berne. Ce qu'il fit à quelque temps de là.

Avec Ahmed Boumendjel, c'est autre chose. Tout en rondeur, jovial, cultivant l'humour, ce fils d'un instituteur kabyle qui s'est lancé très tôt dans la politique après s'être inscrit au barreau de Paris, force la sympathie. En « Boum », comme l'appellent ses amis, Rosenberg a trouvé un esprit d'une grande finesse politique, aux idées constructives. D'emblée, sa franchise réfléchie lui a inspiré confiance. Entre eux, une certaine forme d'amitié s'est développée et bientôt ce n'est plus seulement pour la valeur pratique de ses informations que le journaliste a recherché la compagnie de l'avocat algérien.

Surtout, le conciliateur à la recherche d'une paix possible que se veut Rosenberg a senti en son interlocuteur un homme encore plus soucieux que lui de voir s'achever le drame qui déchire et ensanglante chaque jour davantage son pays.

— Il y a eu six nouveaux morts en Algérie aujourd'hui. Demain, il y en aura peut-être le double. Pouvez-vous voir, d'un œil serein, couler ainsi lentement le sang de votre peuple? Ne serait-il pas préférable de s'entendre avec les Français?

— Nous ne demandons pas mieux, répondait Boumendjel. Mais comment pouvons-nous parvenir à des négociations? Sans certaines concessions, toute entente est absolument impossible.

Le ton soulignait « certaines »...

Sans qu'il eût besoin d'en dire davantage, le journaliste comprenait, ou plutôt sentait confusément, que ces « concessions » auxquelles songeait son interlocuteur devaient être du domaine des choses acceptables. Pour lui, un espoir se faisait jour.

Mais l'avocat poursuivait :

— Croyez-moi. La droite française ne cédera jamais. Quant à la gauche, elle ne veut pas prendre le risque d'être qualifiée de « traître ». Mendès-France pourrait sans doute apparaître comme un médiateur possible. Mais, en tant que juif, il ferait une cible bien trop commode pour l'opposition. Non, le seul homme qui pourrait faire quelque chose, avec des chances de succès, c'est le général de Gaulle.

L'équipée de Suez remet tout en question

A cette pensée, le journaliste dressa l'oreille. Le nom jeté avait provoqué en lui comme un déclic. L'ermite de Colombey, l'« Homme du 18-Juin », déjà à demi oublié des Français, mais toujours aussi presti-



Hoyau

◀ A Tunis, Rosenberg noue, dès 1956, des contacts avec Boumendjel, qui deviendra son ami. Très attaché à la France, il redoute l'issue du conflit et cherche une solution pacifique.

Le bureau du général de Gaulle au 5, rue de Solferino. Le chef de la France libre s'est « retiré des affaires » et vit dans son ermitage de Colombey-les-Deux-Églises, mais il conserve un bureau parisien et des fidèles qui préparent sa sortie du désert. ▶



Documentation arabe

◀ Le Comité national algérien est installé au Caire. Sur proposition directe de Gaston Palewski, fidèle de De Gaulle, il accepte l'arbitrage du général. Palewski avait eu des entretiens préalables avec Boumendjel.

Coll. Rosenberg



◀ Artur Rosenberg représentait à Paris des chaînes de journaux allemands et autrichiens. Il fit de longs séjours en Tunisie, suivant avec une attention favorable à la France ses drames de la décolonisation du Maghreb. A Tunis, il verra d'abord Ferhat Abbas, déchiré entre les liens étroits qui l'unissent à la France et les besoins de la cause nationaliste, puis Ahmed Boumendjel.

leurs, après chaque entretien, Palewski rédigeait un résumé de la conversation qu'il destinait à Olivier Guichard, chef de cabinet et représentant permanent, encore qu'officieux, du général dans les milieux politiques.

De son côté, Boumendjel allait chaque week-end à Berne rendre compte des entretiens à Ferhat Abbas, lequel se tenait en contact avec le Comité national algérien installé au Caire.

Ce Comité national, la plus haute instance des mouvements unifiés pour l'indépendance, décida, sur une proposition directe de Gaston Palewski, de demander l'arbitrage du général de Gaulle dont l'autorité demeurait entière chez les musulmans algériens. L'appel au « plus illustre des Français » devait se faire par le truchement d'une interview que Ferhat Abbas donnerait au journaliste autrichien. Toutes les dispositions étaient prises pour l'une des semaines à venir.

L'expédition de Suez fit échouer le beau projet. Lorsque après le rembarquement des troupes françaises Rosenberg revit Boumendjel, celui-ci lui dit sévèrement et sèchement : « Après Suez, tout entretien entre Français et Algériens est désormais impossible. »


Y. Frangeul

gieux hors des frontières, de Gaulle servant d'intermédiaire entre les nationalistes algériens et la France! Rosenberg réfléchissait. Comment pourrait-il arranger « quelque chose » ?

— Ne serait-il pas utile que vous vissiez Palewski?... Je pourrais peut-être vous ouvrir la voie jusqu'à lui...

Boumendjel, enthousiasmé, avait remercié chaleureusement son ami.

Gaston Palewski, l'un des fidèles du général, avait accepté d'emblée et de très bonne grâce la proposition de Rosenberg. Pour la rencontre, comme il fallait un terrain neutre, le domicile parisien du journaliste était tout indiqué. Et pendant cinq mois, à raison d'une entrevue toutes les deux ou trois semaines, des conversations se poursuivirent entre l'intime du général de Gaulle et l'avocat algérien à la veille de gagner Tunis pour y rallier ouvertement la rébellion.

Pour Rosenberg, et bien qu'il n'eût jamais posé la question à Palewski, il ne faisait pas de doute que de Gaulle approuvait ces contacts avec les rebelles. D'ail-


Keystone

Gaston Palewski, ► ambassadeur de France auprès de Pie XII. Sur les conseils de Rosenberg, il accepte spontanément de rencontrer Boumendjel, dont il se fait l'interprète auprès de De Gaulle, pour une démarche en faveur de la paix en Algérie. L'avocat algérien n'a pas encore « basculé » dans la révolution. Le temps et l'affaire de Sakiet anéantiront ses projets.

Le F.L.N. : collaboration avec la France

« Une occasion manquée de plus », pensa Rosenberg, amer et déçu. Cela bien qu'il n'eût jamais surestimé les espoirs d'un rapprochement sur le fond du problème. Il y avait tant d'obstacles infranchissables, du côté algérien comme du côté français! Non, le temps n'était pas venu.

Si l' « opération Palewski » n'avait pas donné les résultats escomptés, elle fut tout de même bénéfique pour Artur Rosenberg. Lorsque, quelque temps plus tard, Ahmed Boumendjel, craignant d'être appréhendé à Paris, se réfugia à Tunis, il se vit confier la responsabilité de l'information et de la presse du F.L.N. Aussitôt, il songea au journaliste autrichien. A la fois étranger et neutre, il serait plus utile à « la cause » que n'importe lequel de ses confrères français de gauche qui aurait tendance à se plier aveuglément aux mots d'ordre des rebelles.

Boumendjel fit partager cette idée aux dirigeants politiques du Front et ceux-ci décidèrent de donner au journaliste d'outre-Rhin la priorité pour certaines informations importantes. C'est ainsi qu'il put approcher les hommes du mouvement de résistance, du simple militant au chef de wilaya. C'est ainsi qu'il eut connaissance d'un certain nombre de choses inaccessibles aux autres observateurs.

« A cette époque-là, écrivit plus tard Artur Rosenberg, la plupart des gens du F.L.N. étaient dominés par l'idée d'une collaboration avec la France. » Après chaque séjour important, Rosenberg fai- ►

de Gaulle : "il est bien sûr que l'Algérie sera indépendante"

sait part de ses impressions à ses amis français, ne leur dissimulant rien de la situation telle que lui-même pouvait la saisir. Après l'un de ses voyages, particulièrement enrichissant, il en vint à exprimer à Olivier Guichard son désir de pouvoir exposer lui-même ses observations au général de Gaulle.

« Vous le verrez ces jours-ci », lui promit sans hésiter un instant le chef de cabinet, comme si lui-même avait eu la même idée depuis longtemps déjà.

Et le rendez-vous fut fixé dans le vieil hôtel du 5, rue de Solferino qui avait été le siège du R.P.F., ce mercredi d'avril, l'un de ces jours où l'hôte de « la Boisserie », poursuivant sa « traversée du désert », quittait sa thébaïde haut-marnaise pour se replonger vingt-quatre heures dans les problèmes politiques parisiens.

Le commandant de wilaya est francophile

La pièce est plongée dans la pénombre. Opérés récemment de la cataracte, les yeux du général ne supportent plus la vive lumière du jour. Des doubles rideaux masquent les fenêtres et, sur le bureau, une seule ampoule baigne de sa lumière douce le sous-main que de Gaulle tapote de ses doigts toujours en mouvement. Le journaliste, qui n'a encore jamais rencontré le général, est impressionné. Dans cette demi-obscurité, il le voit moins qu'il ne sent sa présence.

— Bonjour, monsieur Rosenberg.

De Gaulle tend la main à son visiteur avant de le faire asseoir. Aimable, disert, il lui signifie qu'il est parfaitement au courant de ses démarches précédentes, de ses déplacements, de ses contacts étroits avec « ceux d'en face ». Puis il se tait et écoute attentivement son interlocuteur.

Rosenberg parle, parle pendant vingt-cinq minutes. Il évoque ses rencontres

OFFICE DES NATIONS UNIES A GENÈVE

INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES (UNITAR)

UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

UNITED NATIONS INSTITUTE FOR TRAINING AND RESEARCH (UNITAR)

Original

Palais des Nations
CH-1211 GENÈVE 10

Télégrammes : UNATIONS, GENÈVE
Télex : 22.212 ou 22.344
Téléphone : 34 60 11 33 40 00 33 20 00 33 10 00

RÉF. No :
(à rappeler dans la réponse)

le 24 janvier 1968

mon cher ami,

Je reçois votre dernière lettre.

Je réponds à votre question et je confirme qu'à partir de l'entretien du 11 octobre 1958, le GPRA a pris l'initiative – 3 ou 4 jours plus tard – d'arrêter la vague de terreur.

Je suis heureux que vous puissiez enfin regagner Paris où il me sera – j'espère – possible de vous rencontrer.

Très cordialement à vous.

Aboumendjel

Coll. Rosenberg

avec Ferhat Abbas, avec Boumendjel, avec les différentes personnalités du Front. Il lui fait part de l'atmosphère qui règne à Tunis, de l'état et de l'évolution des esprits.

— Parmi les rebelles, la France a conservé un énorme capital moral dont l'importance politique échappe aux Français. Comme observateur neutre, j'ai, plus facilement qu'un autre, découvert les sentiments des Algériens et j'ai entendu aussi bien des chefs F.L.N. que de simples soldats parler de votre pays en des termes qui m'ont profondément surpris.

Et Rosenberg relate au général une anecdote significative :

— Je me trouvais un jour dans le bureau de Boumendjel lorsque celui-ci m'a présenté un commandant de wilaya, l'un des plus belliqueux de tous. Après quelques mots de conversation cet homme m'a lancé abruptement : « Vous êtes » francophile ! »

» Pensant que notre entretien allait en rester là, je répondis aussi tranquillement que possible : « Je n'aime pas ce mot... » Mais il est vrai que j'aime les Français. »

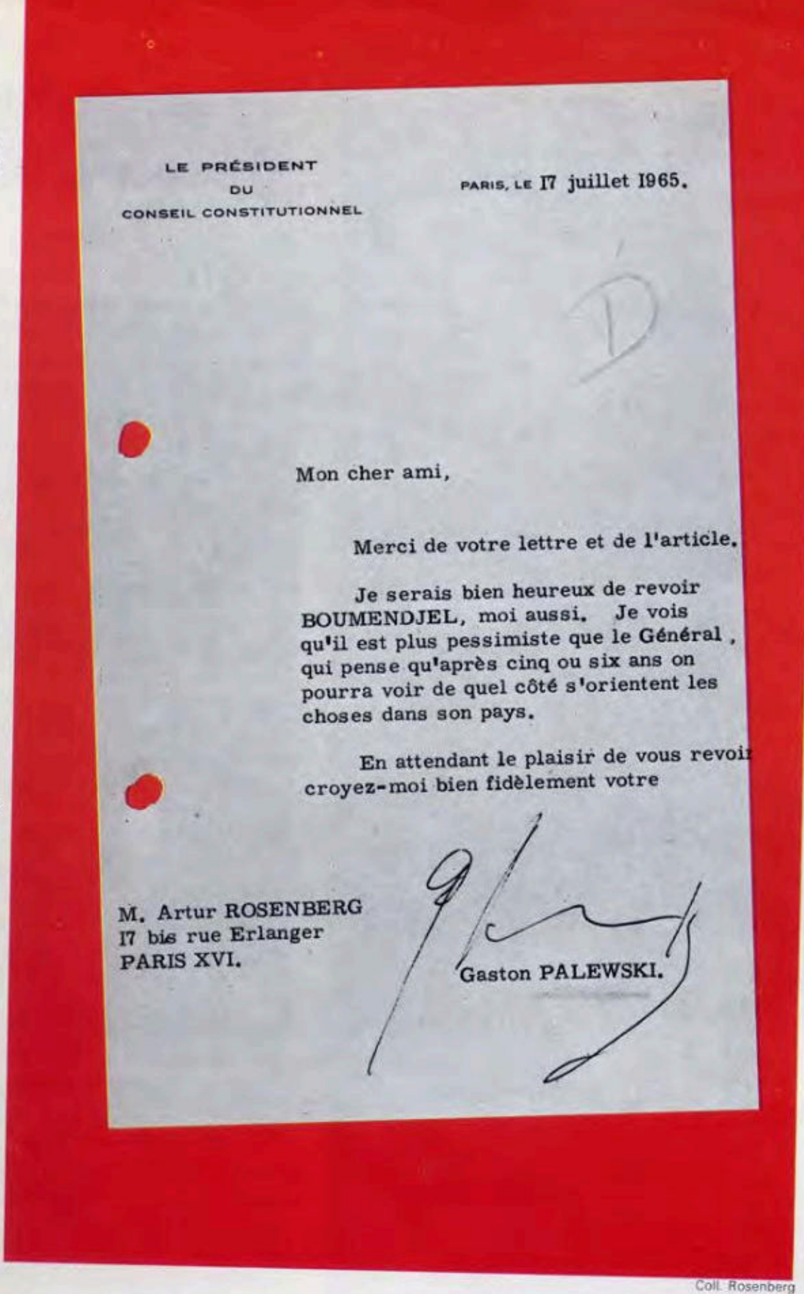
» Le commandant me dit alors : « Eh » bien, moi aussi je suis francophile. Et » pour cette raison je prends la responsa» bilité, bien que cela soit interdit, de » vous conduire au front pour vous per» mettre de voir et d'interroger nos » troupes.

» Nous ne sommes pas les ennemis de » la France, enchaîna le chef de wilaya.

Coll. Rosenberg



◀ Artur Rosenberg et son épouse visitent un camp de réfugiés algériens en Tunisie. Des enfants, des femmes et des vieillards. Les hommes ont été mobilisés dans les rangs de l'A.L.N., leurs familles reçoivent une aide de la Croix-Rouge et des autorités tunisiennes, mais les conditions de vie sont très précaires. Combien sont-ils ? Nul ne le sait de façon précise.



LE PRÉSIDENT
DU
CONSEIL CONSTITUTIONNEL

PARIS, LE 17 juillet 1965.

Mon cher ami,

Merci de votre lettre et de l'article.

Je serais bien heureux de revoir BOUMENDJEL, moi aussi. Je vois qu'il est plus pessimiste que le Général, qui pense qu'après cinq ou six ans on pourra voir de quel côté s'orientent les choses dans son pays.

En attendant le plaisir de vous revoir croyez-moi bien fidèlement votre

M. Artur ROSENBERG
17 bis rue Erlanger
PARIS XVI.

Gaston PALEWSKI.

Coll. Rosenberg

◀ Dix ans après les démarches entreprises par Artur Rosenberg auprès de personnalités algériennes touchant de près le mouvement insurrectionnel, Mᵉ Boumendjel confirme qu'elles portèrent leurs fruits. C'est alors, en effet, que le F.L.N. décida de mettre un terme aux activités terroristes qui avaient été ordonnées quelques mois plus tôt.

Gaston Palewski, ▶ président du Conseil constitutionnel, évoque ses entretiens avec Mᵉ Boumendjel au temps où, représentant du général de Gaulle, il réunissait des données précises sur l'affaire algérienne pour éclairer celui qui n'était alors que l'« ermite de Colombey ». Mais l'opération de Suez puis le 13 mai 1958 briseront des contacts établis non sans mal.

» Nous sommes les ennemis du colonia-» lisme. Nous sommes prêts à poursuivre » la guerre pendant dix ans s'il le faut » pour obtenir l'indépendance. Mais nous » savons qu'après nous devrons nous » lier avec les Français. »

» Une autre fois, raconte encore le journaliste, c'est à un volontaire d'un « commando de la mort », un passionné, un fanatique, que j'ai posé la question : Détestez-vous les Français ?

» Pas le moins du monde, m'a-t-il » répondu. Nous les combattons parce » que nous voulons l'indépendance. Mais » nous savons qu'après nous ne pourrons » vivre sans la France. »

« Nous nous reverrons, monsieur Rosenberg »

Rosenberg explique au général que de nombreux entretiens de ce genre l'ont persuadé qu'il existe des possibilités de rapprochement entre les soldats du F.L.N. et la France. « Ils » sont réellement tenaillés par le désir d'arriver à une négociation. Mais pour l'instant, c'est l'impasse, car comment convaincre les Français d'Algérie ? Comment convaincre l'armée ?

Rosenberg poursuit, en face du général de Gaulle, toujours muet :

— Un jour, un responsable du F.L.N. m'a fait cette confidence : « Nous réalisons » parfaitement qu'il est impossible de » faire vivre l'Algérie sans exploiter les » richesses de son sol. Mais pour cela il » faut des spécialistes, des techniciens... » Or vous savez combien nous avons » d'ingénieurs musulmans ?... Deux en » tout et pour tout. »

» Et à ce propos, savez-vous, mon général, que sur les neuf membres du Comité du Caire, il n'y en a qu'un seul qui sache écrire l'arabe ? Entre eux, ils se servent uniquement du français !

Haute silhouette immobile dont l'ombre, dans cette demi-obscurité, se détache, gigantesque, sur l'alignement des livres de la bibliothèque, de Gaulle a laissé parler son visiteur pendant près d'une demi-heure sans l'interrompre une seule fois. Quand celui-ci achève son exposé de la situation, le général garde un instant le silence. Puis de sa voix basse et enrouée il dit :

— C'est bien cela... Vos observations, monsieur, rejoignent mes propres informations. Elles correspondent aux recoupements que j'ai pu faire. Je vous remercie.

L'entretien, pour Rosenberg, est, croit-il, terminé. Il s'apprête à se lever, à prendre congé, lorsque le général laisse tomber :

— *Il est bien sûr que l'Algérie sera indépendante.*

Stupéfait, l'observateur d'outre-Rhin croit d'abord avoir mal compris. Mais « Il » a bien dit : « L'Algérie sera indépendante. » Il est vrai que le général ajoute : « Encore devons-nous savoir ce qu'il faut entendre par indépendance. Peut-être vaudrait-il mieux parler de coopération et d'association avec l'Algérie. »

De Gaulle regrettait-il d'avoir exprimé là le fond de sa pensée et tentait-il, par ces derniers mots, d'affaiblir la portée de sa déclaration ? Rosenberg devait se poser bien souvent la question par la suite, sans oser y répondre.

Avant de clore l'entretien, de Gaulle dit encore : « Les Français sont bien durs envers les Algériens », manifestant ainsi une évidente désapprobation.

— Nous nous reverrons, monsieur Rosenberg.

Et le général tendit la main à son visiteur avant de le reconduire.

Dans les « Mémoires d'espoir »...

Artur Rosenberg ne revit jamais le général qui, quelques semaines plus tard, faisait une rentrée fracassante sur la scène politique, porté par les tenants de l'« Algérie française ». Et le journaliste songea alors que la solution du problème, contrairement à ce que croyait l'opinion, était loin d'être en vue, que bien des remous, bien des secousses agiteraient encore les deux côtés de la Méditerranée.

Il ne revit jamais de Gaulle et il n'eut pas non plus — puisqu'il mourut en 1969 — l'occasion de lire ces lignes des *Mémoires d'espoir* du général évoquant les événements de mai 1958 :

Quoi qu'on ait pu rêver jadis ou qu'on puisse regretter aujourd'hui, quoi que j'aie moi-même assurément espéré à d'autres époques, il n'y avait plus, à mes yeux, d'issue en dehors du droit de l'Algérie à disposer d'elle-même. Si, de but en blanc, j'affichais mes intentions, nul doute que, sur l'océan des ignorances alarmées, des étonnements scandalisés, des malveillances coalisées, se fût levée, dans tous les milieux, une vague de stupeur et de fureur qui eût fait chavirer le navire. Sans jamais changer de cap, il me faudrait donc manœuvrer jusqu'au moment où, décidément, le bon sens aurait percé les brumes (1). H

Pierre-Albert LAMBERT

(1) Général de Gaulle, *Mémoires d'espoir*.

DANS L'ATLAS BLIDÉEN

LES villages nouveaux, qui avaient été édifiés à l'instigation de l'autorité militaire, s'étaient peu à peu organisés.

Dans certains d'entre eux, les habitants s'étaient cotisés pour acheter une ou deux camionnettes qui pouvaient, grâce aux pistes construites et à la protection mise en place, faire le ravitaillement collectif du village à partir des grands marchés de la plaine.

La population gagnait ainsi du temps et pouvait se consacrer davantage aux travaux du foyer ou des champs.

L'autodéfense se mettait en place. Les armes avaient été remises (généralement des fusils de chasse) aux responsables par les autorités militaires lors d'une cérémonie solennelle au cours de laquelle était reçu, en français ou en arabe, le serment des nouveaux détenteurs.

Des exercices de défense avaient lieu en liaison avec les postes militaires voisins et responsables.

Délivrées de la peur, les populations participaient de plus en plus efficacement au système qui les mettait à l'abri des tentatives du F.L.N. et se montraient d'autant plus confiantes qu'elles ne vivaient plus dans l'angoisse quotidienne.

Par l'extension progressive de la politique de rassemblement, s'étaient édifiés, au cours des années 1957 et 1958, 35 villages groupant dans l'ensemble 20 000 habitants de la montagne blidéenne placés sous notre protection et notre contrôle. Ce qui permit d'organiser beaucoup plus facilement le vote des populations au moment du référendum et des élections de 1958.

Les rassemblements avaient créé en montagne une zone profonde totalement inhabitée, où les rebelles ne trouvaient sur place ni moyens d'existence ni abris.

Les bandes, qui autrefois séjournaient dans la montagne en 1956 et au début de 1957, ne faisaient qu'y passer lorsqu'elles faisaient étape entre le massif des Braz et la région nord de Champlain.

C'est au cours de ces déplacements, qui ne nous avaient pas échappé, que nous les avons durement accrochées en 1958, les 21 février, 21 mai et 9 novembre, aux confins sud du secteur, car les rassemblements n'avaient pas supprimé l'activité opérationnelle des troupes du secteur.



Pacifier, c'est regrouper : soustraire la population à l'emprise du F.L.N., la mettre sous la protection de l'armée et lui prodiguer soins, travail, mais aussi la déraciner. Programme ambigu, où la propagande se mêle aux élans du cœur.



Triée sur le volet

A cet égard, il fallait utiliser toutes les sources de renseignements possibles, dans cette zone vide mais où le F.L.N. mettait en place, sur les sommets, tout un réseau de guetteurs. La capture de l'un d'eux, souvent porteur d'ordres, était précieuse, comme l'étaient aussi, dans un certain sens, les coups de main que tentaient de petits groupes de rebelles sur des troupeaux trop aventurés, car ils étaient l'indice d'un prochain passage de bandes.

Les résultats obtenus contre les guetteurs et les ravitailleurs, la mise à l'abri des populations, la destruction systématique de l'organisation politico-administrative (O.P.A.) dans les grosses agglomérations de la plaine avaient porté atteinte au moral des rebelles.

A Blida, une équipe, triée sur le volet, d'une trentaine de personnes provenant de l'armée, des C.R.S., de la police locale, de la police judiciaire, avait pu, sans bruit, grâce à la qualité de ses renseignements et à ses contacts avec la population, détruire peu à peu l'O.P.A. en se saisissant de ceux qui en étaient les principaux responsables.

Dans la montagne profonde, nous avions pu, au cours d'opérations, saisir des correspondances transmettant des rapports sur le moral (établis en janvier 1958) par les chefs des secteurs F.L.N. de Guerrouat (sud de Bourkika) et de





L'O.P.A. (organisation politico-administrative) détruite dans l'Atlas blidéen comme en Kabylie *(photo de gauche)*, l'autodéfense se constitue. Au-dessus d'El-Affroun, un regroupement, dominé par la masse des monts de Blida.

PACIFIÉ





Premier signe du « dégel », la réouverture du marché et surtout de l'école sous le contrôle de l'officier S.A.S.



Aux « soldats laboureurs » de Bugeaud succèdent les « soldats instituteurs » de Salan. Autre forme de culture, aussi obscure, mais peut-être plus noble. Les écoles vont se peupler de gosses en foulard, de maîtres en chapeau de brousse.

Baba-Mimoun (sud-ouest de Marengo). Ils témoignent de la gêne apportée aux rebelles par les rassemblements de populations à proximité des postes militaires.

Il faut noter que leurs difficultés majeures, qu'ils veulent, dans ces textes, imputer à un manque d'armes modernes, étaient en réalité provoquées par le fait que les populations groupées commençaient à échapper à leur emprise.

L'ensemble de ces mesures (éloignement des bandes et mise à l'abri des populations) avait amené une réelle détente. Le terrorisme urbain avait pratiquement disparu à la fin de 1958, tant à Blida que dans les agglomérations d'El-Affroun, Mouzaïaville, Ameur-el-Aïn.

On avait procédé à l'arrestation de personnages importants qui, tout en poursuivant à nos côtés leur existence habituelle, se tenaient en liaison avec les chefs rebelles et en favorisaient les entreprises.

Certains, après avoir réfléchi pendant leur internement et constaté la dégradation de la situation des rebelles, étaient revenus à nous et avaient demandé à être nos auxiliaires.

Les villes de Marengo et de Boufarik, aux deux extrémités du secteur, ont été plus difficiles à assainir : Marengo, parce qu'elle était aux portes des secteurs de Miliana et de Cherchell et que les passages y étaient nombreux ; Boufarik, parce qu'elle était la porte du secteur de Blida vers Alger et que des émissaires F.L.N. de la capitale venaient y faire de fréquentes incursions.

On avait remarqué que la voie ferrée vers Oran avait été deux fois détruite près d'un village groupé et il n'était pas impossible que des habitants de ce village eussent été de connivence avec les rebelles.

La sueur perlait sur son visage

Or, certain jour, une femme de ce village, qui avait, d'autre part, un service à demander, alla au poste militaire. On voyait qu'elle avait quelque chose d'autre à dire. Elle fit alors une déclaration en arabe, que l'on enregistra au magnétophone, dans laquelle elle signalait formellement qu'un des notables du village travaillait avec le F.L.N. surtout la nuit et vers la voie ferrée.

On fit appeler le notable qui, naturellement, nia de la façon la plus ferme avoir participé aux entreprises des fellaghas. Mais on avait installé le magnétophone derrière un rideau, on le mit en marche et on vit peu à peu le notable se troubler, la sueur perler sur son visage.

Il fut ainsi arrêté, mis hors d'état de nuire et tout le village fut mis au courant de sa culpabilité, sans qu'on eût jamais dévoilé comment l'autorité militaire avait été renseignée.

La montagne et les agglomérations assainies dans la mesure que l'on sait, l'action insidieuse du F.L.N. s'exerçait encore dans la plaine.

Elle était le fait de petits groupes de trois ou quatre hommes qui trouvaient refuge dans les douars ou les mechtas isolés.

Il devenait donc nécessaire de faire en plaine ce qui avait été fait au pied de la montagne, c'est-à-dire grouper les populations musulmanes, non pas autour de postes militaires, les effectifs ne permettaient pas d'en installer, mais autour des fermes importantes en chargeant le propriétaire d'en faire un point d'appui et d'en organiser la défense.

L'autodéfense, bénéficiant de quelques moyens accessoires (postes de guetteurs et barbelés), pouvait être assurée par les ouvriers agricoles logeant avec leur famille dans l'enceinte et dirigés par leur patron.

A la fin de 1958, seules deux grandes fermes avaient été mises en état de ▶



E.C.P.A.

◀ Bouredja Taïeb était un terroriste. Il avait voulu tuer les musulmans et les chrétiens de Blida, etc. Sous la pancarte, au pied du kiosque à musique, le cadavre de Bouredja, exposé aux populations. Un exemple. Trop complaisant ? Peut-on parler d'action psychologique ?

le Moyen Age à 30 km de la Méditerranée

défense, avec électrification de réseau de barbelés, la nuit, et communication par radio avec le poste militaire le plus proche : une au nord de Boufarik, l'autre au nord d'Ameur-el-Aïn.

Il était très difficile de faire prendre conscience aux chefs de culture de l'intérêt qu'il y avait à mettre les ouvriers musulmans et leur famille à l'abri des incursions rebelles et à les utiliser pour leur défense.

Il en est résulté, souvent, des trahisons qui ne se seraient probablement pas produites si la ferme avait été organisée et si le propriétaire avait partagé le sort de ses ouvriers.

Des positions diverses ont été prises à l'égard de ces rassemblements de population pendant les opérations en Algérie.

Ceux qui avaient été faits sans plan d'ensemble et sans que fussent assurés la subsistance, le logement et le travail de la population n'ont pas non plus joué leur rôle de protection. Ils ont été, de ce fait, plus nuisibles qu'utiles.

Au contraire, ceux qui se sont opérés progressivement, en assurant l'indispensable d'abord, puis en réalisant ensuite de très bonnes installations, ont rempli pleinement le rôle qui leur avait été assigné.

Nous avons vu comment, dans le secteur de Blida, ils avaient permis de mener une lutte beaucoup plus efficace contre les bandes rebelles et de transformer le mode d'existence des autochtones.

Ceux-ci, à moins de 30 km de la Méditerranée, berceau de la civilisation, vivaient, en montagne surtout, comme au Moyen Age.

Dispersés en mechtas isolées, aucun bienfait ne pouvait leur être apporté.

Au contraire, groupés en villages, il devenait possible de leur fournir l'eau, la lumière électrique, de créer des écoles et des dispensaires ; et ils pouvaient circuler en voiture au lieu d'aller à pied ou à dos de mulet.

C'était, à n'en pas douter, un moyen d'arriver à une meilleure administration et à une incontestable promotion humaine.

Les effets du blocus ainsi réalisé contre les rebelles ont eu des résultats et les ralliements ont été nombreux en 1959 et 1960. Certes, il eût fallu le faire partout, jusqu'aux frontières de l'Algérie. Était-ce possible ? C'était, en tout cas, difficile et long à réaliser.

De toute façon, ce procédé, dans la guerre subversive que nous menions, exigeait en premier lieu que la France demeurât sur la terre algérienne jusqu'à la destruction du F.L.N.

Si, au contraire, elle devait la quitter ou que son départ fût seulement entrevu, on pouvait être sûr que la terreur et l'angoisse d'avoir à subir la vengeance du F.L.N. conduiraient fatalement ces malheureuses populations à s'en rapprocher pour éviter le pire et que l'œuvre accomplie s'effondrerait sans que fussent pour autant empêchés de sanglants règlements de comptes. **H**

Général DESJOURS

Rapports pessimistes récupérés sur l'adversaire

Ces deux rapports, émanant de la wilaya 4, donnent une idée des difficultés rencontrées par les *djounoud*, dans les zones où l'armée française, en pacifiant, va prendre en main le destin des civils musulmans.

Rapport moral. Sous-secteur de Guerrouat.

Vu la grande terreur que fait régner l'ennemi dans ce sous-secteur, le travail est très pénible. Les civils veulent payer leur cotisation, seulement, il leur est interdit d'aller en ville avec plus de 1 500 francs en poche ou d'aller du côté de la forêt avec plus de 100 francs en poche. Tous les civils du sous-secteur sont groupés autour des postes français, ce qui les oblige à céder aux exigences de l'ennemi.

L'ennemi marche la nuit avec une section de commando et nous tend des embuscades un peu partout.

Avec cela, nous sommes complètement désarmés et pour notre dangereux travail, nous avons besoin d'armes, pour mener à bien notre tâche.

Récupéré le 30 janvier 1958 en LY 64 C 51 (Baba-Mimoun).

Rapport moral. Wilaya 4, zone 2, région 3, secteur 2 ; mois de janvier 1958.

Ce mois-ci a été très pénible car il a fait froid. Le ravitaillement n'est pas arrivé à temps et il y a eu beaucoup de ralliements, ce qui nous a causé la perte de plusieurs gourbis et quelques kilos de semoule.

Actuellement l'ennemi connaît notre effectif du secteur et il sait à quoi il a affaire. Nos djounoud sont démoralisés, parce qu'étant sans armes. Il y a aussi beaucoup de goumiers, car tous les ralliés se sont engagés et ils connaissent notre organisation – des civils soumis à la terreur de l'ennemi (ils sont tous rassemblés autour des postes) ont tendance à devenir des traîtres. A part quelques patriotes, tous les civils refusent de travailler avec nous et si nous continuons dans notre inactivité, le secteur est perdu, car ça va devenir intenable. Bref, c'est toujours la même question, c'est le manque d'armes qui nous cause tous les ennuis que nous subissons aujourd'hui.

Récupéré le 30 janvier 1958 en LY 64 C 51 (Baba-Mimoun).

SIDI-BEL-ABBÈS CITÉ "WAGNÉRIENNE"


Tallandier

Napoléon III ▶ trouva que Bel-Abbès était un « petit Paris ». La ville ne l'oublia pas !

« MAIS c'est un petit Paris ! » Flanqué du bon maire Bastide, suivi des chamarrures de l'Empire, Napoléon III laisse fuser cette exclamation entre sa moustache à la mousquetaire et son « impériale ». Dans la foule, mon arrière-grand-mère, attifée de taffetas, de mousseline et de guipure pour l'accueil du sultan des Français, prétend l'avoir entendue. Ma grand-mère, fillette du demi-siècle engoncée dans ses atours à fleurettes, répercutera la flatteuse parole d'une génération à l'autre. La répercuteront d'ailleurs toutes les autres bonnes-mamans bel-abbésiennes et — avec elles — les légionnaires de Camerone et du Tafilalet, les « Francaouis » venus de Dunkerque, de Carcassonne ou de Bar-le-Duc.

Petit Paris ? Sidi-Bel-Abbès n'a ni Tuileries, ni Sainte-Chapelle, ni dôme des ▶

R. Bail

Bel-Abbès, Mecque de la légion et nirvana des amateurs de musique épique. La cité vit aux rythmes wagnériens des concerts donnés à profusion par le 1er R.E.I. Elle fut bâtie à la romaine par les légionnaires de 1843, près d'un marabout dédié au saint homme qui lui donna son nom.

genèse à deux profils : légion et "dry farming"

Invalides. Pas même un de ces restes de pierre brute ou d'image taillée qui rappelle une convulsion de roche, un remous d'Histoire, un bon prince, un méchant roi, un dieu. Il n'offre à l'œil ni l'escarpement minéral d'Oran ni la cascade et l'arabesque de Tlemcen. Tout est plat, sans passé, couleur de terre et de soleil.

En contemplant ce long rectangle écrasé de lumière, Louis-Napoléon Bonaparte songe sans doute à un petit Paris d'épures architecturales et de voies rectilignes où les quatre horizons se découvrent sans surprise devant le soldat-terrassier et le colon-laboureur.

Les temps héroïques sont encore proches. Entre Oran l'Espagnole et Tlemcen la Mauresque, on a choisi cette région sans visage, cette plaine méconnue, pour y dresser une manière d'*oppidum* romain doublé d'une ville à l'américaine. Quelque chose de non géographique et d'intemporel à force d'appartenir à tous les temps civils et militaires. Unique repère arabe : le pieux marabout serviteur d'Allah qui, sous la terre plate, dort du sommeil du juste et donne son nom à la cité. Le général Marie-Alphonse Bedeau, venu de la Loire-Atlantique et de Saint-Cyr, a d'abord ordonné la construction d'une redoute. On est en 1843, en pleine poussée louis-philipparde. Deux ans plus tard, la belliqueuse tribu des Beni Amer est à deux doigts de s'emparer de la redoute Bedeau. Les impératifs de la stratégie militaire font alors d'elle une ville avec ses circonvallations, ses fossés et ses glacis, ses remparts fortifiés et ses bastions, ses créneaux et ses meurtrières.

Vivre géométriquement

Une manière de tradition bel-abbésienne du style *ab urbe condita* s'instaure, qui transmet les images des événements originels « depuis la fondation de la ville ».

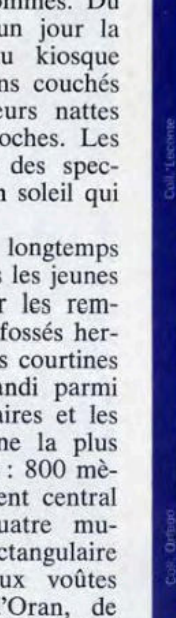
Les premiers habitants (mes arrière-grands-parents en étaient, et l'un d'eux m'a transmis oralement ces annales étranges) évoqueront longtemps les derniers lions.

Dans les profondeurs de la nuit et jusqu'à l'aube, les lions et leurs lionceaux s'avancent jusqu'au cœur de la cité, s'y promènent, s'y ébattent, encore mal informés de l'intrusion des hommes. Du vague quadrilatère qui sera un jour la place Carnot avec son beau kiosque légionnaire à musique, les gens couchés dans leurs alcôves ou sur leurs nattes entendent les rugissements proches. Les fauves s'évanouissent comme des spectres aux premières flèches d'un soleil qui vise droit et qui brûle.

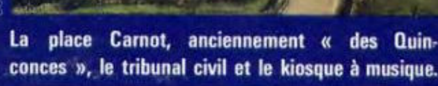
Les lions disparus depuis longtemps — dommage ! —, comme tous les jeunes Bel-Abbésiens, j'ai galopé sur les remparts sans âge, sauté dans les fossés herbeux, joué à la guerre dans les courtines des bastions. Nous avons grandi parmi les parallèles, les perpendiculaires et les angles de la géométrie urbaine la plus absolue qui se puisse imaginer : 800 mètres sur 400, avec le croisement central des Quatre-Horloges ; les quatre murailles de ce petit univers rectangulaire percées de quatre portes aux voûtes retentissantes : les portes d'Oran, de Tlemcen, de Mascara et de Daya. Les boulevards sont d'un fonctionnel militaire qu'il faut prendre, lui aussi, dans sa signification absolue. Le boulevard du Nord est le plus turbulent, parce qu'il longe le grouillant plateau solaire du « village nègre ». Le boulevard de l'Est est le plus étrange, avec ses mûriers pulpeux et ses hauts platanes, ses institutions religieuses et leurs clochetons, sa mystérieuse poudrière surmontée d'une guérite et du soldat de garde. Et cet épais silence que les chorales batraciennes bercent du crépuscule à l'aube.

Le solécisme consacré (d'origine espagnole) veut que tout Bel-Abbésien avide d'air pur aille se promener « dehors des portes ». Ainsi s'expriment, toutes syntaxes confondues, le marchand de pastèques, la ménagère, le commerçant et le clerc de notaire. La maigre et caillouteuse Mekerra, sèche comme une vertèbre fossilisée (on la surnomme, avec une dose d'ironie folklorique, l' « oued secco »), est censée arroser la ville. Deux ou trois fois, elle s'est enflée soudainement et les riverains apeurés ont dû grimper sur leurs armoires. Puis, comme effrayée par ses propres débordements, elle est allée se cacher sous son lit.

En américain, sec, c'est *dry*. Quatre mots magiques — marchant deux à deux —, quatre mots qui sont comme deux pinceaux tenus par des mains invisibles ont brossé le destin fascinant de ce Sidi-Bel-Abbès sans nébuleuse et sans décor, surgi *ex nihilo*. Ce sont, d'une part : *dry farming*. De l'autre : *légion étrangère*.



Sidi-Bel-Abbès : le boulevard de la République et l'hôtel de ville. Au cœur de la ville tracée en 1849.



La place Carnot, anciennement « des Quinconces », le tribunal civil et le kiosque à musique.



Le Petit Vichy, faubourg de Sidi-Bel-Abbès : un nouveau quartier européen, moderne, sans caractère.

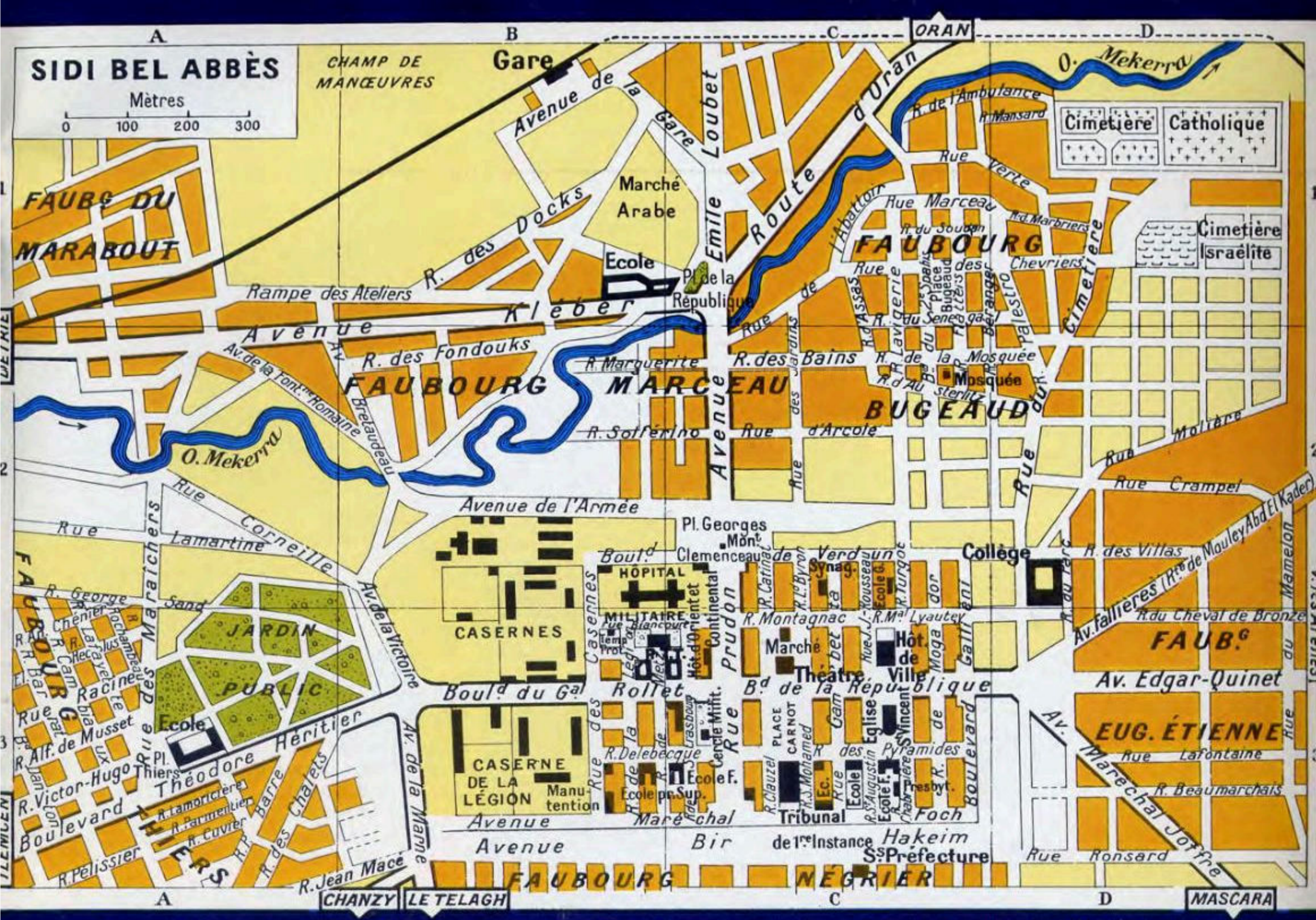
Déjà, les Andalous...

Genèse à double battant. Le premier battant, celui du *dry farming* montre un Sidi-Bel-Abbès au développement champignonnesque, une ville des miracles vérifiables, le « chef-d'œuvre de la colonisation française » dont un transatlantique à trois cheminées portera le nom et le pavillon entre Alger, Oran et Marseille. Et cela, le plus officiellement et le plus statistiquement du monde : la plus grande densité d'écoles primaires, secondaires et professionnelles de France et d'Afrique du Nord ; le plus grand parc automobile français comparativement au taux de la population ; le plus grand aéroport privé (toute proportion respec-





Les enfants célèbres de Sidi-Bel-Abbès. Gaston Julia *(à gauche)*, professeur de mathématiques à la Sorbonne et à Polytechnique. C'est un grand blessé de 1914-1918. *A droite,* Marcel Cerdan, avec le général Juin, autre pied-noir.



Entre l'avenue de la Marne, l'avenue Foch, l'avenue Joffre, l'avenue de l'Armée et l'avenue de la Victoire, coupée par le boulevard du Général-Rollet, père de la légion, le Bel-Abbès tiré au cordeau, tout en parallèles, en angles droits, un univers de 800 m sur 400 et qui porte képi. Autour, une cité a poussé de façon vertigineuse, à l'américaine.

tée) de France, de Navarre et d'Algérie ; l'un des plus beaux théâtres de France construit sur le modèle du Théâtre des Champs-Elysées. Les statisticiens n'en finiront jamais avec cette création continue dont la cause lointaine est l'apparition (et pour la première fois à Sidi-Bel-Abbès) des méthodes de culture sèche, précisément baptisée *dry farming* par les Américains, encore que cette invention, purement méditerranéenne, remonte à deux mille ans et que l'on doive à des Andalous son importation sur les terres ensoleillées du « petit Paris ». Pour obtenir de belles récoltes, on attendait du ciel (m'expliquait-on) 600 millimètres de pluie. Depuis le *dry farming,* on n'en demandait plus que 350 pour le même résultat. La révolution des techniques agricoles à travers l'empire français, c'est à Sidi-Bel-Abbès qu'elle explose pour recouvrir de moissons qu'elle n'attendait plus la steppe décharnée du Sersou et des hauts plateaux.

Le second volet de la genèse bel-abbésienne, c'est celui de la légion étrangère avec sa fresque militaire étirée aux quatre coins du monde. Mais c'est entre les quatre coins de Sidi-Bel-Abbès, au berceau même de la légion, dans ses casernements, ses foyers, son camp retranché, dans ses solennités militaires aux rougeoiements de cuivre et aux lueurs d'acier, aux couleurs de sable, de ciel et de sang, c'est là qu'il faut, enfant, avoir vu, suivi, entendu, respiré la légion étrangère. Privé des leçons d'une nature tumultueuse ou des monuments de la foi, le jeune Bel-Abbésien vit dans ce bref univers corseté de murailles, au beau milieu de ce piétinement de phalanges en marche, dans cet air sonore où les buccinateurs de César ou de Scipion l'Africain, ayant troqué le casque romain pour le képi blanc, semblent ressuscités pour jouer du trombone, du basson, du clairon, de la flûte, du fifre, battre des cymbales et rouler du tambour.

Que l'on n'aille pas imaginer — surtout pas — que la légion laisse aux Bel-Abbésiens en général et à l'enfant que je suis en particulier un seul jour ni le moindre instant de répit. Sidi-Bel-Abbès est une caisse de résonance où l'une des plus prodigieuses formations de musique militaire qui soient au monde — et à coup sûr la plus fantastique par son insertion entre le réel et le songe — façonne l'oreille, l'œil, les nerfs et tous ces arrière-plans de l'âme doctement baptisés « subconscient ». Et cela chaque jour que Dieu fait. Que l'on en juge :

La retraite légionnaire aux flambeaux...

Le dimanche à 16 heures, concert public où dominent les bois et les cuivres. Toute la ville, tous les faubourgs écoutent debout, en déambulant autour de ces virtuoses anonymes, à l'énigmatique passé personnel et dont les visages seuls sont connus ;

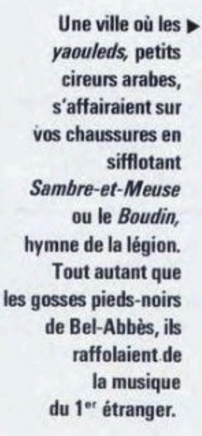
Le mercredi soir, dans les jardins du cercle militaire ouverts sur le boulevard central, concert en plein air d'instruments à cordes qui ferait la gloire de notre salle

ville bâtie à la romaine, gorgée de musique souveraine

◀ Un printemps verdoyant autour de Bel-Abbès. Là où il n'y avait que terre et pierres rongées par le soleil, la pratique du *dry farming,* culture sèche, pallia la pénurie d'eau et tripla les récoltes et la prospérité des habitants de Sidi-Bel-Abbès.

Derobert





Une ville où les ▶ *yaouleds,* petits cireurs arabes, s'affairaient sur vos chaussures en sifflotant *Sambre-et-Meuse* ou le *Boudin,* hymne de la légion. Tout autant que les gosses pieds-noirs de Bel-Abbès, ils raffolaient de la musique du 1er étranger.

Pleyel et l'orgueil de l'Albert Hall de Londres ;

Le jeudi après-midi, dans un grand concours de population scolaire, de membres de l'enseignement, de familles en goguette beethovenienne et de visiteurs stupéfaits, concert parmi les frondaisons du jardin public qui donne sur la porte de Tlemcen ;

Le vendredi après-midi (et souvent le mardi) concert dans la cour principale de l'hôpital militaire du square Pasteur, parfaitement audible dans toutes les rues d'alentour ;

Tous les matins à l'heure de la diane, musique militaire d'exercice de l'autre côté des remparts, sur les glacis.

Ce n'est pas tout. Car ce n'est vraiment pas tout. Le troisième samedi de chaque mois, la retraite légionnaire aux flambeaux achève de donner à la petite « cité *oppidum* » sa sonorité et sa stature épiques. On aperçoit d'abord la cohue dansante des jeunes yaouleds (1) accourus des quartiers arabes. Puis surgissent deux rangées de spahis à cheval, sabre au clair, en un retentissant prélude de montures caracolantes et de naseaux écumants. Précédée de l'innombrable clique des clairons, trompettes et tambours, la phalange orchestrale, d'une densité presque effrayante, s'avance au coude à coude sous les lumières empanachées des flambeaux.

Les trois "princes" de la cité

A travers ce fracas, aussi finement ciselé que les harmonies d'une musique de chambre, perce le tintement cristallin des clochettes suspendues à l'emblème de cuivre de la légion. Lorsque cette vision nocturne accompagnée de ses sonorités d'Apocalypse « semblables au bruit des grandes eaux » passe sous ma fenêtre de la rue des Pyramides, c'est si magnifiquement insoutenable, les murs vibrent si fort que j'ai un recul de tout mon corps car, cette musique-là, c'est avec tout son corps qu'on l'entend. Aux croisements, les feux de Bengale de toutes les couleurs donnent la réplique civile aux flambeaux militaires. Sous leurs clartés orangées, bleutées ou jaune d'or, je parviens à reconnaître parfois le visage d'un légionnaire avec lequel, la veille, un camarade répétait une leçon de piano, avec lequel, l'avant-veille, un ami commun vidait un verre d'anisette au café Roblès, du bou-

(1) Cireurs de chaussures.



Roger-Viollet

levard de Mascara, ou au café Melloul, de la rue Montagnac, parfumée de ses étals de brochettes en plein air. Métamorphosé par l'implacable discipline qui soude en un seul bloc la phalange en marche, ce musicien n'est plus qu'une sorte de démon soufflant farouchement dans son tuba ou son contrebasson. Au surplus, trois haltes traditionnelles et protocolaires ont lieu sous les fenêtres des trois « princes » de la cité : le maire, le sous-préfet de l'arrondissement et le colonel du 1er étranger, commandant d'armes. Aucun souverain de la terre, fût-il Napoléon, le monarque de toutes les Espagnes ou le tsar de toutes les Russies, n'aura, comme ce débonnaire triumvirat bel-abbésien, entendu monter vers son balcon, chaque troisième samedi du mois, pareille audition d'épopée.

En un temps encore plus récent, deux ou trois bataillons de la légion, en partance pour le Proche-Orient (Syrie et Liban), s'ébranlent vers dix heures du soir de la caserne Viénot pour gagner la gare et le train spécial. La musique, qui les précède, puis les laisse passer, se fige devant les Quatre-Horloges pour exécuter le plus étrange des morceaux nés de l'orchestration de trois marches militaires entremêlées.

Qui a écrit cette orchestration ? Le chef de musique de la légion sans doute. Et comment s'y est-il pris pour que l'on puisse entendre à la fois, sans cacophonie et dans une harmonie stupéfiante, *la Marseillaise, la Marche de la légion* et *le Chant du départ ?* (Ma mémoire peut, certes, me trahir quant à l'identification de l'un ou l'autre de ces morceaux ; ce pourrait être aussi bien *Sambre-et-Meuse* et j'ai toujours espéré qu'un témoin me reparlerait de cet exploit musical certainement sans précédent et vraisemblablement sans suite.) Combien sont-ils à jouer, orchestres et cliques mêlés ? Trois cents ? Quatre cents ? Je ne puis les compter, mais je parcours les quatre côtés de ce carré avec l'impression de traverser plusieurs régions sonores. Ce soir-là, Sidi-Bel-Abbès est une cité wagnérienne hors du temps, surgie des Niebelungen. Pardessus les feux de Bengale, entre la porte de Daya et la porte d'Oran, je contemple dans le ciel noir la chevauchée des Walkyries bel-abbésiennes.

Génération spontanée d'hommes illustres

Le « petit Paris » n'a jamais eu de panthéon, mais, sans autre lien avec l'Histoire que la redoute de Bedeau, il n'en finit pas de s'étonner de ses grands hommes.

René Viviani naît à Sidi-Bel-Abbès, se fait avocat, choisit la carrière politique, pratique un socialisme patriotique à la Jaurès et devient président du Conseil. Il est à la tête du gouvernement et ministre de la Guerre lorsqu'il décide, à la déclaration de guerre d'août 1914, de faire reculer les troupes françaises de 10 kilomètres le long de la frontière franco-allemande. Il veut que ce soit le cri de paix de la France à la face du monde.

Je n'avais pas cinq ans que ma mère me montrait, au cours de nos promenades sur le glacis « Est », la maison natale de Viviani, où elle-même s'était mariée. L'un de mes oncles m'a conté qu'à l'école Voltaire, il était chargé par l'instituteur, avec un autre élève, d'aller traîner le jeune Viviani jusqu'à la fontaine de la cour de récréation pour lui laver la tête. Légende ou vérité ?

Qui ne connaît Gaston Julia, l'un des plus grands mathématiciens du monde, toujours vivant ? D'origine plus que ▶

Almasy



Au fond, travaux de restauration des sols autour de la très belle ville légionnaire. Au premier plan, une oliveraie parmi celles qui s'étendaient à perte de vue. Extraordinaires agriculteurs, les immigrés espagnols venus en Oranie fertilisèrent des déserts. ▶

une pépinière de célébrités, de Viviani à Gaston Julia, de Cerdan au cardinal Ksas...

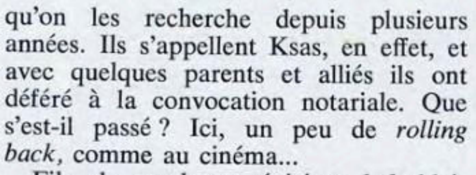
modeste — son père était mécanicien et sa mère, m'a-t-on toujours assuré, repasseuse (?) —, il fut nommé à vingt-sept ans — l'âge où d'autres n'ont pas toujours terminé leur licence — maître de conférences, puis professeur à la Sorbonne. Ce maître de l'analyse, de la géométrie et de la mécanique, considéré comme leur égal par Einstein et Henri Poincaré, revint grand mutilé de la guerre 1914-1918. Lorsque les buveurs d'anisette de la rue Lord-Byron apprirent que l'on venait de fonder le prix Gaston-Julia (une sorte de Nobel des maths), ils s'écrièrent, avec un brave accent de famille Hernandez : « Le prix Julia ? Eh ! c'est le prix Bel-Abbès ! »

Le célèbre ténor Rousselière, de l'Opéra de Paris, né lui aussi dans la cité légionnaire, y exerça l'honorable métier de forgeron, avant de connaître une gloire lyrique internationale. Le petit Charles Brécard devint général puis grand-chancelier de la Légion d'honneur. Si Alain Mimoun, champion de course à pied, n'a pas vu le jour entre les quatre murs de la ville, il n'en est pas moins un fils des alentours. Le boxeur Marcel Cerdan, lui, était de Sidi-Bel-Abbès même.

La légende vraie du cardinal

La tradition orale transforme allégrement en mythe et en légende les faits les plus réels lorsqu'ils défient le train-train logique et l'ordre banal des choses. L'histoire vraie de ce petit juif de Sidi-Bel-Abbès devenu l'un des plus hauts personnages de la Curie romaine doit donc être rapportée avec toutes les précautions d'usage, non quant au fond, mais quant à certaines circonstances et à certains de ses détails demeurés incontrôlables.

Dans les années 30, un notaire parisien convoque les membres dispersés d'une famille israélite de Sidi-Bel-Abbès et d'un village environnant. Il leur annonce qu'ils sont les héritiers d'une Eminence romaine, le cardinal Ksas, et



qu'on les recherche depuis plusieurs années. Ils s'appellent Ksas, en effet, et avec quelques parents et alliés ils ont déféré à la convocation notariale. Que s'est-il passé ? Ici, un peu de *rolling back*, comme au cinéma...

Fils de modestes épiciers bel-abbésiens, le petit Ksas, élève de l'école primaire, joue chaque soir dans la rue. Le curé de la paroisse, en effectuant ses emplettes, remarque l'enfant, ses yeux pétillants, sa gaieté un peu méditative. Echange paternel de propos entre ce prêtre catholique et ce petit juif déluré mais respectueux. Réponses intelligentes. Reparties remarquables, étonnantes parfois.

— Confiez-le-moi, dit-il aux parents.

— Vous le confier, monsieur le curé ! Qu'en feriez-vous ?

— Il est intelligent, précoce, curieux de choses qui n'intéressent pas généralement les enfants de son âge. J'en ferai quelqu'un de bien, un maître d'école, un avocat, mieux encore peut-être.

Le pieux ecclésiastique pense déjà, sans doute, à ce « mieux » que serait le service du Christ. On lui confie le petit juif Ksas, « de la race et de la chair même de Notre Seigneur », aime-t-il à dire parfois. *Fading*. Les années, les décennies s'écoulent. Et le jour arrive où des notaires se repassent, de ville à ville et de pays à pays, le nom d'un *de cujus* nommé Ksas et, de son état, cardinal de l'Eglise catholique, apostolique et romaine. (Mais exerça-t-il son magistère sous son nom d'origine ?) Stupéfaction des héritiers qui ignoraient tout encore de l'édifiante aventure d'un parent oublié, d'un homme d'Eglise qui sut amasser, dit-on, de grands biens pour les œuvres charitables et le rayonnement du christianisme. Tout le reste ne fut plus que l'affaire des généalogistes, des notaires compétents et de leurs clercs liquidateurs.

Les Sœurs trinitaires de Sidi-Bel-Abbès et leur extraordinaire supérieure, la Mère Théoduline, à la bonté angélique et au regard d'aigle, connaissaient-elles l'existence et le secret du cardinal Ksas lorsqu'elles accueillaient presque chaque jour le rabbin S..., tenant par la main son petit-fils, leur élève ?

— Bonjour, ma mère, bonjour, ma sœur.

— Bonjour, monsieur le grand-rabbin.

— Le voici. Et toi, petit, sois sage et travaille bien.

Au cours des années 20, le Sporting Club Bel-Abbésien (S.C.B.A.) avec ses deux internationaux, Liminana et Manzanarès, remporta le championnat de France de football en venant battre le Red Star de Paris sur son propre terrain. Le Sidi-Bel-Abbès de Bedeau, de Viviani, de Julia et de ces légionnaires qui révélèrent les premiers, aux collégiens de la ville, l'existence du poète Charles Baudelaire, s'en souvint longtemps. L'actuel Sidi-Bel-Abbès de la « diaspora » hexagonale s'en souvient toujours. **H**

Claude-Henry LECONTE



Dorveaux

La salle des fêtes. Comme sur toute terre de colonisation, les façades de bâtiments publics sont impériales.



Pouyet

L'église, avec son clocher à persiennes, ses murs ocre et, au faîte, le support d'un nid de cigognes.



Pouyet

Sidi-Bel-Abbès : le monument aux morts, œuvre du sculpteur Sarrabezolles, sur la place Georges-Clemenceau.

Ansaldi



Coll. Thiaude



Mirador, arcades, c'est l'imposante façade de la maison de retraite du légionnaire. Un timbre fut émis pour son inauguration. Les troupes de Boumediene y sont installées aujourd'hui.

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Marie Elbe***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Roger Brimeur***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Mars 1958

AMÉRIQUE

2 : déclaration von Braun : « Les États-Unis ont plusieurs années de retard sur l'U.R.S.S. dans le domaine des fusées. »
5 : échec du lancement d'un second satellite artificiel américain.
6 : nouveau gouvernement Portuondo à Cuba. Sept jours plus tard il est remplacé par un gouvernement Guell.
7 : vente de blé canadien à la Chine.
15 : inauguration de la ligne aérienne Paris-Lima.
17 : ultimatum de Fidel Castro au dictateur Battista. Lancement réussi du satellite artificiel américain « Vanguard I ».
31 : victoire écrasante des conservateurs aux élections législatives canadiennes.

ASIE

7 : Pham Van Dong, premier ministre du Nord-Vietnam, invite Ngo Dinh Diem, président du Sud-Vietnam, à une conférence sur une limitation réciproque des forces armées et l'établissement d'échanges commerciaux. Refus de Ngo Dinh Diem.
11 : le prince Karim intronisé à Bombay 49e Iman des Ismaéliens.
24 : l'armée gouvernementale indonésienne réoccupe la région pétrolière du centre de Sumatra jusqu'alors aux mains des rebelles.

EUROPE

2 : Fuchs annobli par la reine Elizabeth après sa traversée de l'Antarctique.
3 : crise ministérielle en Grèce.
7 : grève des mineurs des Asturies.
14 : Naissance d'un prince héritier à Monaco.
83 % des Allemands de l'Ouest hostiles à l'installation de rampes de lancement de missiles.
15 : début de l'évacuation des troupes soviétiques de Hongrie.
17 : dissolution du parlement italien.
18 : conférence des ministres des Affaires étrangères des pays nordiques à Stockholm.
20 : adoption en Suisse d'un projet accordant le droit de vote aux femmes.
24 : Dag Hammarskjoeld en visite à Moscou.
25 : débat au Parlement de Bonn sur un éventuel armement atomique de la Bundeswehr.
26 : entretiens Kadar-Tito à Budapest.
27 : Nikita Khrouchtchev nommé président du conseil des ministres en remplacement de Boulganine. Il conserve son poste de secrétaire du parti.
28 : discours de Khrouchtchev sur la réforme agricole devant le nouveau Presidium du Soviet suprême.
30 : émeutes au Nigeria britannique.
31 : protestation française à Prague après la saisie d'armes tchécoslovaques sur le cargo Slovenija.
Mikoyan et Kozlov, premiers ministres adjoints en U.R.S.S.
Andrei Gromyko annonce que l'U.R.S.S. suspend unilatéralement ses expériences d'armes nucléaires.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



PAS DE "BONS OFFICES" DANS LES DJEBELS...

Sommaire du n° 243 :

- **Des ailes pour l'infanterie**

Malgré l'opposition de l'armée de l'air, les « terrestres » donnent la preuve qu'ils savent piloter et entretenir leurs avions. De plus, leur efficacité au cours des combats n'est nullement contestable. C'est ainsi que l'A.L.A.T. fut créée.

- **Fièvre à Alger**

A Paris, les gaullistes préparent activement le retour au pouvoir de leur leader et installent une antenne à Alger. Mais, dans la capitale de l'Afrique du Nord, on ne veut plus attendre. La mise en minorité du gouvernement Gaillard donne l'occasion de préparer, malgré les exhortations de Robert Lacoste, une manifestation de masse... répétition du 13 Mai.

- **Les étudiants entrent en lice**

L'Association générale des étudiants d'Algérie participera activement aux événements du 13 mai 1958. Qui était à l'origine de cette association ? A-t-elle réussi à faire prendre conscience à ses membres de l'enjeu que représentait pour la France et le monde occidental le maintien de la souveraineté française en Algérie ?

- **Le S.R. du F.L.N.**

Si le service de renseignements du F.L.N. n'atteignait pas la perfection, il se montra souvent efficace. Qui dirigeait cette organisation à laquelle des Français prêtèrent leur concours en pleine guerre, aussi bien en métropole qu'en Algérie ?

- **Au pied de l'Aurès**

Surnommée le Pompéi africain, créée pour les vétérans des légions romaines stationnées en Afrique du Nord : Timgad.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 3e trim. 1972. – N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 241 - 4 septembre 1972.

M. Christian Pineau annonce à la commission des Affaires étrangères

L'ÉCHO D'ALGER

Samedi 15 Février 1958
Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes
Directeur général : Alain de SERIGNY — 20 francs — 20, rue de la Liberté — Téléphone : 373-80 à 85

Plainte française au Conseil de sécurité contre la Tunisie pour ses interventions dans l'affaire algérienne

Au cours d'un engagement dans la région de Duvivier

Une bande rebelle a perdu 80 tués

115 armes dont 13 mitrailleuses un mortier et 27 P.M. ont été saisies

En 48 heures d'opérations 204 hors-la-loi ont été abattus et 46 capturés

En Kabylie au sud de Michelet **22 fellagha** ont été mis hors de combat

INFORMATIONS PAGE 10

Cesser d'arbitrer

par ALAIN DE SÉRIGNY

UNE dépêche du 13 février du correspondant du « Monde » à Washington justifierait, s'il en était besoin, mon précédent propos : « Il faut gouverner »... Après avoir affirmé que, depuis son discours de mardi, M. Gaillard voit son crédit sensiblement diminué, « Le Monde » écrit notamment :

« Il paraît déconcertant que le président du Conseil puisse si vite s'engager sur la route fermée de « la France seule ». Or, ce risque d'isoler le pays sur le plan international plus encore qu'au moment de Suez, le gouvernement l'a pris délibérément, apparemment pour satisfaire son aile droite. Après « les fausses confidences » de M. Pineau à M. Joseph Alsop et les rapports reçus de Paris, on savait ici que les milieux politiques étaient divisés. On note que le président du Conseil a arbitré en faveur des amis de M. Lacoste, au sein et en dehors du gouvernement. CETTE CONSTATATION GÊNE SURTOUT LES AMIS DE LA FRANCE AU DEPARTEMENT D'ETAT QUI, SUR LA FOI DE CE QUE LEUR AVAIT DIT M. MONNET, AVAIENT PLAIDÉ NOTRE CAUSE EN FAISANT RESSORTIR L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE FRANÇAISE VERS DES SOLUTIONS LIBERALES.

« Voir M. Gaillard donner raison à MM. Soustelle et Morice contre M. Pineau et le Quai d'Orsay décourage ici ceux qui pensaient que M. Gaillard serait aussi ferme dans sa politique algérienne que dans l'exécution de sa politique financière ».

Et la dépêche du correspondant du « Monde » à Washington se termine sur ces lignes :

« Le discours du président du Conseil, dit-on encore ici, récompense mal les efforts méritoires de M. Dulles qui a refusé de prendre position, alors que le nombre des partisans d'une participation américaine plus active à la solution du conflit algérien s'est sensiblement accru ces jours derniers ».

« Le Monde », pas plus que l'« Express », n'a jamais précisé ce qu'il entend par « solutions libérales », mais l'expérience nous a appris ce que dissimule cette alléchante formule utilisée, pour ne pas effrayer leurs lecteurs, par les journaux de même tendance. Il est symptomatique, en effet, qu'ils attribuent la paternité des « solutions » qui leur sont les plus chères aux seuls partisans de la négociation avec le F.L.N. — autant dire aux partisans de l'abandon. A leurs yeux, M. Mendès-France est, dans la métropole, le prototype même du « libéral ».

[illegible]

ENERGIES DE LA NATION.

[illegible]

Condition formelle à l'ouverture de conversations : Bourguiba devra rapporter les mesures de « blocus »

La journée dite de Sakiet s'est déroulée sans incident en Tunisie

DE NOTRE REDACTION PARLEMENTAIRE

PARIS. — M. Christian Pineau s'est présenté ce matin, comme convenu, devant la commission des Affaires étrangères. [illegible]

SUITE EN PAGE 3



[illegible]



[illegible]

23 décrets d'application de la loi-cadre sur l'Algérie

approuvés **en Conseil interministériel**

UN SECOND "TRAIN" VA ÊTRE MIS A L'ÉTUDE A ALGER A PARTIR DE LUNDI

PARIS (A.F.P.). — Comme prévu, un Conseil interministériel consacré à l'examen des décrets préparés en application de la loi-cadre sur l'Algérie, s'est réuni à 11 heures, à l'hôtel Matignon.

SUITE EN PAGE 3

M. François PEUGEOT parle du développement de l'économie algérienne



[illegible] INFORMATIONS PAGE 10

Permettant d'éviter l'"épingle à cheveux" de l'Amirauté

La nouvelle route-tunnel du boulevard Amiral-Pierre a été ouverte à la circulation

[illegible]

La "Famille Hernandez" les yeux pleins de larmes est partie pour le Canada

(via la France **la Belgique** la Hollande...)

[illegible]

Les répercussions internationales de l'affaire de Sakiet exaspèrent les civils comme les militaires français en Algérie. La température de l'opinion des pieds-noirs est donnée par « L'Écho d'Alger » : satisfaction de la plainte française contre la Tunisie, mais sous la plume d'Alain de Sérigny mise en garde sans ambiguïté au gouvernement Gaillard.